



CGAAER
CONSEIL GÉNÉRAL
DE L'ALIMENTATION
DE L'AGRICULTURE
ET DES ESPACES RURAUX



RAPPORT D'ACTIVITÉ

CGAAER

2011

Éditorial



En 2011, nous avons franchi le seuil des sept milliards d'individus tandis qu'une crise financière majeure affecte l'économie mondiale. Ces événements soulignent l'ampleur du défi agricole et alimentaire que la planète devra relever au cours de ce XXIème siècle pour nourrir les neuf milliards d'habitants attendus en 2050, alors que les prix alimentaires mondiaux sont de plus en plus volatils.

C'est pourquoi la France a placé l'agriculture et la sécurité alimentaire parmi les priorités du G20 qu'elle a présidé en 2011. Pour la première fois, les ministres chargés de l'agriculture et les grandes organisations internationales concernées se sont réunis dans le cadre d'un « G20 agricole ». Un plan d'action sur la volatilité des prix a été adopté à l'initiative de la France le 23 juin 2011.

Au niveau national, les négociations de la nouvelle politique agricole commune (PAC) programmée au terme de l'année 2013, la mise en œuvre de la Loi de modernisation de l'agriculture et de la pêche adoptée en 2010, ainsi que l'élaboration du programme national de l'alimentation, ont structuré l'activité de l'année. Il a également fallu faire face à la sécheresse du printemps et aux nombreuses crises de marché qui ont éclaté dans les secteurs du lait, de la viande et des fruits et légumes.

Durant cette année, le Conseil général de l'alimentation, de l'agriculture et des espaces ruraux (CGAAER) a réalisé 421 missions d'expertise, d'audit, d'évaluation et d'inspection qui ont efficacement contribué à la conduite de ces politiques publiques et à la résolution de ces crises.

Par ailleurs, le Gouvernement a décidé de développer la fonction d'audit et de contrôle internes dans le cadre de la réforme de l'État. Cette nouvelle fonction vise à maîtriser les risques dans la gouvernance des politiques publiques. Pour le ministère en charge de l'agriculture, l'exercice opérationnel de l'audit interne a été confié à la Mission d'inspection générale et d'audit, première section du CGAAER.

Je tiens à remercier chacun des 160 membres du CGAAER, ainsi que l'ensemble de son équipe administrative, pour leur engagement collectif dans la réalisation des missions qui sont confiées au Conseil général.

L'agriculture française a besoin de vous pour gagner en compétitivité et reprendre la première place en Europe et dans le monde. Je compte sur votre soutien.



Bruno Le Maire
Ministre de l'agriculture, de l'alimentation, de la pêche,
de la ruralité et de l'aménagement du territoire

Sommaire

Editorial du ministre 3

Avant-propos du vice-président 5

Les faits marquants

de l'année 2011 6

L'activité des sections 13

Les missions et les rapports 31

Glossaire des sigles 50



Avant-propos du vice-président

Le CGAAER que j'ai l'honneur de diriger depuis quelque trois ans sous l'autorité du Ministre, a franchi en 2011 le cap de sa nouvelle organisation établie par décret l'année précédente et complétée cette année par la création de la mission ministérielle d'audit interne.

Pour accompagner cette réforme de structure, j'ai voulu donner une impulsion au renouvellement des méthodes de travail au sein du Conseil général, qui privilégie une approche pluridisciplinaire et transversale aux missions qu'il accomplit. Je suis, en effet, convaincu que le croisement de ses différentes compétences et une plus grande ouverture sur l'extérieur sont de nature à renforcer son efficacité. Je citerai en particulier la constitution de groupes de travail mixtes, chargés de la gestion des crises sectorielles, comme la «Task force Viande».

L'activité programmée du CGAAER, décrite dans le programme de travail 2011, annonçait un chantier transversal consacré aux fondamentaux des systèmes d'exploitation et aux modèles économiques de l'agriculture française. L'actualité internationale appelle à s'interroger sur l'adaptation de nos systèmes de production aux évolutions sensibles du contexte économique et environnemental, après 40 ans d'une certaine continuité des politiques agricoles. Cette réflexion collective a abouti à un séminaire interne réunissant l'ensemble des membres du CGAAER et dont les conclusions participeront à définir ses prochaines orientations de travail.

La première partie de ce rapport présente les principaux faits marquants de l'année, relatifs à l'activité programmée comme aux événements de l'actualité survenus courant 2011. La seconde partie est consacrée à l'activité spécifique des sept sections qui composent le CGAAER. Dans la dernière partie, vous découvrirez le bilan détaillé des missions accomplies et des rapports élaborés.

A cet égard, la valorisation du travail fourni par le Conseil général a fait l'objet d'une attention nouvelle grâce à la mise en place d'un dispositif de suivi des recommandations formulées dans ses rapports, ainsi que par le renforcement de la fonction «communication». Je citerai l'adoption d'une charte graphique du CGAAER pour assurer la cohérence visuelle de ses produits et actions de communication, au bénéfice d'une meilleure lisibilité ; ainsi que le principe d'un colloque annuel, ouvert au public.

Je tiens à remercier très sincèrement chacun des membres et des personnels administratifs du CGAAER qui contribuent à son action et participent au service du ministère et à celui de l'agriculture, de la pêche et de l'alimentation françaises.

Bonne lecture,

Jacques BRULHET
Vice-président du Conseil général de l'alimentation,
de l'agriculture et des espaces ruraux

LES FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2011

En 2011, l'activité du CGAAER (Conseil général de l'alimentation, de l'agriculture et des espaces ruraux) a résulté de la mise en œuvre du programme de travail prévu pour l'année mais aussi des événements d'actualité survenus en cours d'exercice.

Dans le cadre de son activité programmée,

le Conseil général a contribué aux réflexions du ministère, engagées sur la compétitivité des filières agricoles et agroalimentaires, la PAC 2013, le G20 et la régulation des marchés, le Programme national pour l'alimentation, le plan Ecophyto 2018, la biomasse et l'utilisation non alimentaire des productions agricoles, le Plan des Assises de l'enseignement agricole...

Deux principaux événements d'actualité

ont mobilisé plus particulièrement le Conseil général en cours d'année : les conséquences de l'affaire du *Médiateur* sur la gouvernance sanitaire dans les domaines de compétence du ministère et la préparation du nouveau dispositif ministériel d'audit interne.

L'impulsion déjà donnée au renouvellement des méthodes de travail au sein du CGAAER,

s'est traduite en 2011 par un renforcement de l'activité transversale des sept sections qui le composent, ainsi que par une plus grande ouverture sur l'extérieur. On peut citer un séminaire interne de réflexion collective associant les 160 membres du Conseil général, la constitution de groupes de travail pluridisciplinaires « Task forces » consacrés à la gestion des crises sectorielles, la participation du CGAAER aux réunions mensuelles des DRAAF, l'organisation d'un colloque public sur l'évolution des relations entre l'homme et les animaux, l'intervention de personnalités de la société civile ou le développement d'une collaboration active des autres Inspections et Conseils généraux de la fonction publique comme le CGEDD, le CGIET, l'IGA, l'IGF, le CGEFI ou l'IGAS. A cet égard, le CGEDD et le CGAAER ont organisé en novembre un séminaire conjoint sur « la gestion économe des espaces agricoles, naturels et forestiers sous pression urbaine : politiques comparées en France et dans les régions voisines d'Allemagne, Belgique, Espagne et Suisse ».

Ces orientations ont nécessité de renforcer l'activité de communication du Conseil général.

Par ailleurs, le Conseil général a initié une nouvelle procédure de suivi des recommandations formulées dans ses rapports, afin de mieux valoriser le travail fourni.

Les sites délocalisés du CGAAER à Limoges et Metz, décidés dans le cadre de la RGPP, ont quant à eux trouvé leurs marques après deux années d'existence.



ACTIVITÉ PROGRAMMÉE

Le G20 et la régulation des marchés

La France a placé l'agriculture et la sécurité alimentaire parmi les priorités du G20 dont elle a assumé la présidence en 2011. Pour la première fois, les ministres chargés de l'agriculture et les grandes organisations internationales concernées ont été réunis dans le cadre d'un « G20 agricole ». Les ministres en charge de l'économie et de l'agriculture ont confié à l'IGF et au CGAAER une mission préparatoire à ce G20 agricole. Il s'est agi de proposer les axes de travail susceptibles de satisfaire l'augmentation de la production agricole mondiale tout en maîtrisant la volatilité des prix agricoles à l'origine de graves dysfonctionnements dans l'approvisionnement alimentaire de la planète.

La Loi de modernisation de l'agriculture et de la pêche de 2010 a créé

l'Observatoire de la formation des prix et des marges des produits alimentaires qui

compte parmi les outils nécessaires à la régulation des marchés.

Il est chargé d'examiner l'évolution de la marge brute dégagée par l'ensemble des acteurs de la filière agroalimentaire, du producteur au consommateur, ainsi que d'identifier les facteurs explicatifs. Le CGAAER et l'IGF ont contribué à l'élaboration du premier rapport d'activité de l'observatoire, présenté au Parlement en juin 2011 et particulièrement centré sur les filières qui sont l'objet de crises récurrentes : fruits et légumes, lait, viande bovine, porc, volailles.



MÉTHODES DE TRAVAIL RENOUVÉLÉES

Première : un séminaire interne de réflexion collective « Politiques publiques et exploitation agricole durable » en question



Séminaire interne du CGAAER dans l'amphithéâtre de l'ENGRF

Pour la première fois, un séminaire de réflexion interne étendue aux 160 membres du Conseil général, a été organisé sur le thème cardinal de l'année :

« Les politiques publiques et l'exploitation agricole durable ». Il a été le point focal d'une réflexion engagée au sein du Conseil général

sur les fondamentaux des systèmes d'exploitation et des modèles économiques de l'agriculture française. Quatre groupes mixtes avaient préalablement produit les thématiques du séminaire :

- **Construction et accompagnement des compétences** (objectifs et acteurs du système « Innovation-Formation-Développement »),
- **Liens avec le marché** (outils de régulation, formes de commercialisation, modes d'organisation, relations avec l'aval),
- **Capitaux** (foncier, investissements, fiscalité, installation, transmission),
- **Territoire et environnement de l'exploitation agricole** (diversité des exploitations selon les territoires et les conditions de leur maintien).

Le modèle français est caractérisé par une rente foncière peu élevée et un coût élevé de la main d'œuvre non-familiale.

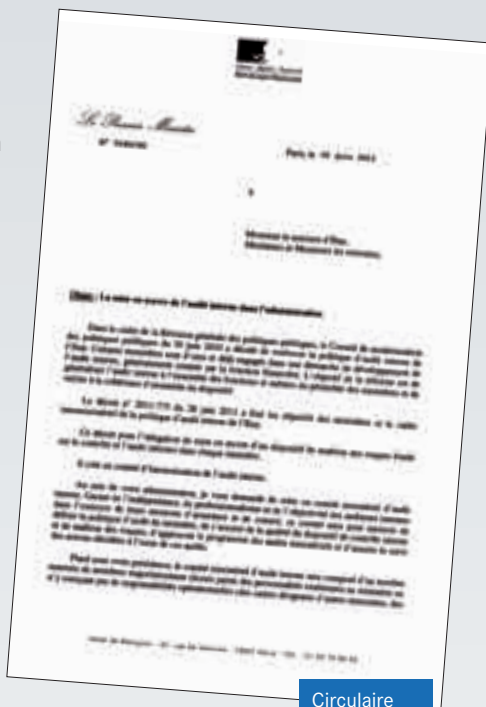
Au terme du séminaire, il a été retenu d'instruire ces questions par l'enrichissement de données statistiques (Recensement agricole 2010) et par un échange avec les partenaires du Conseil général, internes (Centre d'études et de prospective...) et externes (INRA...) au ministère. Une partie de ses conclusions auront inspiré le programme de travail 2012 du CGAAER.

ACTUALITÉ

Mise en place de la fonction d'audit interne au ministère

La circulaire du Premier ministre parue le 30 juin 2011 a institutionnalisé la fonction d'audit interne dans l'administration centrale. L'objectif est de maîtriser les risques dans la gestion des politiques publiques. « **L'audit interne est une activité exercée de manière indépendante et objective qui donne à chaque ministre une assurance sur le degré de maîtrise de ses opérations, et lui apporte ses conseils pour l'améliorer. L'audit interne s'assure ainsi que les dispositifs de contrôle interne sont efficaces.** »

Ce nouveau dispositif prévoit un cadre interministériel d'harmonisation, dans lequel s'inscrivent les comités ministériels d'audit interne. Pour le ministère en charge de l'agriculture, un arrêté a désigné la MIGA (Mission d'inspection générale et d'audit) comme structure opérationnelle d'audit interne. Une première réunion du comité ministériel d'audit interne, auquel participe de droit le vice-président du CGAAER, s'est tenue en décembre pour décider de la programmation des audits en 2012 à partir d'une analyse des risques préalablement réalisée avec les directions d'administration centrale (voir p14 - section 1).



Circulaire du Premier ministre du 30 juin 2011

ACTUALITÉ

Les conséquences de l'affaire du Médiateur et de l'épidémie d'E. Coli en Allemagne

Le rapport de l'IGAS, consacré à l'affaire du Médiateur et paru en février 2011, a provoqué une remise en cause de l'ensemble du dispositif sanitaire français. Il a enclenché l'élaboration d'une nouvelle loi sur les médicaments humains. S'agissant du ministère de l'agriculture, de l'alimentation, de la pêche, de la ruralité et de l'aménagement du territoire, d'importantes missions interministérielles de contrôle et d'audit de l'ANSES ont été menées par les 1^{ère} et 3^{ème} sections du Conseil général en collaboration avec l'IGAS et le CGEDD. Deux missions d'évaluation ont été conduites sur les autorisations de mise en marché (AMM) des médicaments vétérinaires et des produits phytopharmaceutiques, ainsi qu'une mission RGPP sur le réseau des laboratoires de la DGAL et de la DGCCRF (voir p21 - section 3).

MÉTHODES DE TRAVAIL RENOUVELÉES

La constitution de « Task forces » de gestion des crises : le cas de la viande et celui du cheval

Des groupes de travail ont été formés pour contribuer à la gestion de crises sectorielles, à la faveur d'une cohérence d'approche méthodologique et de résultats. La « **Task force Viande** » s'est chargée de toutes les missions relevant de ce secteur : analyse stratégique des filières « bovins », « porcs », « volailles » et « caprins » ; étude de la situation des abattoirs en France. Elle a produit diverses notes d'information pour le Cabinet du ministre sur des sujets d'actualité (SPACE, Sommet de l'élevage, GIE Export...) et a suscité la participation du CGAAER aux comités spécialisés de FranceAgriMer.

La « **Task force Cheval** » a assuré la coordination de trois missions : l'audit RGPP de l'établissement public résultant de la fusion des Haras nationaux et de l'École nationale d'équitation, l'analyse stratégique de la filière cheval en France, et l'étude de la filière des courses hippiques.

MÉTHODES DE TRAVAIL RENOUVÉLÉES

L'intervention de personnalités extérieures



Jean-Louis Beffa s'exprimant à la tribune au côté du vice-président du CGAAER

Diverses personnalités de la société civile sont intervenues lors des assemblées générales mensuelles du CGAAER. Philippe RUAULT, Délégué interministériel aux industries agroalimentaires et à l'agro-industrie, et Jean-Louis BEFFA, Président d'honneur du groupe Saint-Gobain et Président de l'association du corps des ingénieurs des mines, sont venus partager leurs réflexions sur la compétitivité des IAA françaises et l'économie mondiale.

« Le déficit de notre balance commerciale s'accroît et nous ne pourrions pas le redresser. Nous avons le choix entre dévaluer ou s'ancrez à un euro solide grâce à une Europe franco-allemande inspirée du modèle de gestion allemand. À Bruxelles, on doit trouver un accord avec les Anglais pour en finir avec le modèle libéral financier, rendre notre industrie et notre agriculture plus compétitives, et faire évoluer le pacte social français vers un objectif d'emploi industriel sur le territoire ».

Déclaration de Jean-Louis BEFFA lors de l'assemblée générale du CGAAER du 7 avril 2011.

MÉTHODES DE TRAVAIL RENOUVÉLÉES

Séminaire de réflexion commun CGAAER-CGEDD sur la protection des espaces agricoles face à l'urbanisation

Un séminaire de travail conjoint CGAAER-CGEDD a rassemblé quelque 50 participants pour réfléchir à la protection, en France, des espaces agricoles face à l'urbanisation, comparativement à ce qui est observé dans les pays limitrophes : Allemagne, Suisse, Belgique, Espagne. Il a fait suite à une mission menée sur le sujet au terme des débats du Grenelle de l'environnement et de la Loi de modernisation agricole.



Le séminaire CGAAER-CGEDD s'est déroulé à l'OIE

Le programme proposait quatre tables rondes respectivement consacrées à la mesure de l'espace consommé, aux outils de planification spatiale, aux mécanismes d'intervention fonciers et fiscaux ainsi qu'aux politiques d'incitation. Le travail a révélé d'importants contrastes d'un pays à l'autre, qui sont la conséquence de la grande diversité des gouvernances administratives des collectivités locales.

ACTUALITÉ

Premier bilan des sites délocalisés du CGAAER à Limoges et à Metz

Le comité ministériel de modernisation des politiques publiques a décidé en 2008 la création de deux sites délocalisés du CGAAER, à Limoges et à Metz, pour accompagner les mesures de restructuration géographique du ministère de la défense décidées dans le cadre de la RGPP.

Les locaux définitifs du site de Limoges furent inaugurés en début d'année. En septembre, l'objectif d'affecter 15 membres du CGAAER à Limoges était atteint.

Le 25 octobre, à l'initiative du vice-président du CGAAER, Jacques Reiller, préfet de la région Limousin, préfet de la Haute-Vienne, a dressé un premier bilan de l'activité du site de Limoges devant des représentants de la mairie et des chambres consulaires, ainsi que des responsables des services d'État et établissements publics de la Haute-Vienne. Ce fut également l'occasion de présenter les résultats de récentes missions du CGAAER sur les filières « bovin-lait », « bovin-viande » et « bois », ainsi que d'annoncer une prochaine étude de prospective « Massif Central 2050 ».



La réunion du 25 octobre 2011 s'est tenue à la préfecture de Limoges



MÉTHODES DE TRAVAIL RENOUVELÉES

Le renforcement de la fonction communication

Le renouvellement des méthodes de travail au sein du CGAAER, la volonté d'ouverture sur l'extérieur et la nécessité de valoriser ses travaux, ont exigé de développer la fonction « communication » du CGAAER.

Une **nouvelle charte graphique** a été conçue pour assurer une cohérence visuelle de ses produits de communication, au bénéfice d'une meilleure visibilité. La lettre électronique mensuelle du CGAAER, rebaptisée « **La Lettre du CGAAER** », est la plus téléchargée des publications du ministère. Elle est diffusée à près de 10 000 abonnés. Deux numéros spéciaux, thématiques, ont été diffusés dans l'année. L'un était consacré aux risques naturels, l'autre, au triptyque biomasse-énergie-climat, en deux tomes.

En matière de communication événementielle, l'organisation du colloque sur les nouvelles relations entre l'homme et les animaux, a installé le CGAAER parmi les instances de réflexion publique sur les grands sujets de société.

MÉTHODES DE TRAVAIL RENOUVÉLÉES

Le colloque sur les nouvelles relations entre l'homme et les animaux



Tribune du colloque dans l'amphithéâtre de l'OIE

Le principe d'un colloque annuel ouvert au public est désormais institué, après le succès d'une première édition en 2010 sur la rémunération des services environnementaux rendus par l'agriculture et la forêt.

Le 29 novembre, le CGAAER a organisé dans les locaux de l'OIE un colloque scientifique sur les nouvelles relations entre l'homme et les animaux, dans le cadre de l'événement international « Vet 2011 » qui célèbre le tricentenaire du métier de vétérinaire.

Ce colloque a proposé une réflexion élargie et transdisciplinaire sur la nouvelle donne qui affecte le lien entre l'homme et l'animal dans notre société globalisée, selon des approches à la fois juridiques, sociologiques, scientifiques et philosophiques. Il a réuni environ 200 participants parmi les professions agricole et vétérinaire, des chercheurs, des associations et l'agro-industrie.

Son intention était de dégager les données utiles au juste questionnement des différentes professions qui concernent, d'une manière ou d'une autre, les liens entre l'homme et l'animal.

ACTUALITÉ

Le comité de déontologie du CGAAER

Le décret du 10 février 2010 dispose que « les membres du Conseil général de l'alimentation, de l'agriculture et des espaces ruraux exercent leurs fonctions conformément à une charte de déontologie ».

Cette charte a été élaborée par un comité de déontologie présidé par Jacky Richard, Conseiller d'État, et publiée par un arrêté ministériel du 8 juin 2009.

Ce comité assure le suivi et l'application de la charte. Mis en place en 2008, le comité, dans une composition renouvelée en 2011, a trouvé son rythme de fonctionnement courant; il a fait l'objet de plusieurs saisines qui ont été étudiées et instruites lors des deux réunions tenues dans l'année, les 6 juin et 28 novembre 2011. Les avis rendus par le comité sont portés à la connaissance des membres du Conseil général.

Le président du comité de déontologie est également intervenu lors de l'assemblée générale du 8 septembre 2011.

MÉTHODES DE TRAVAIL RENOUVÉLÉES

La participation aux réunions mensuelles des DRAAF

Pour la première fois, en 2011, le CGAAER a participé aux réunions mensuelles des DRAAF pour y présenter ses travaux et répondre au besoin de rapprocher ses membres de la gouvernance régionale du ministère.

L'ACTIVITÉ DES SECTIONS

The page features four thick, solid green horizontal bars that span the width of the page. They are positioned below the main title and are spaced out vertically, creating a rhythmic visual structure.

« Mission d'inspection générale et d'audit »

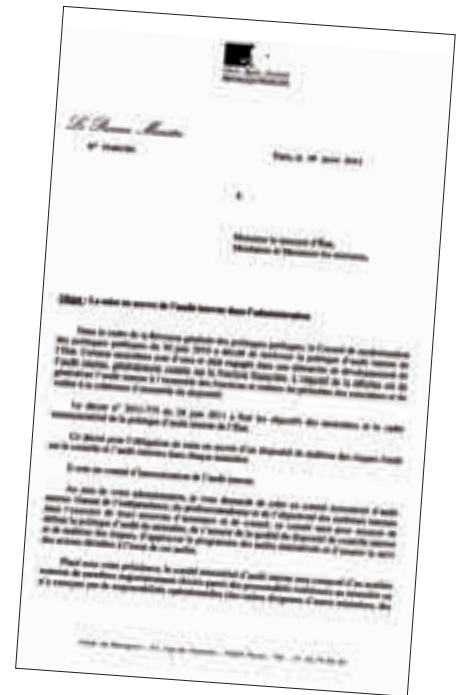
Mise en place de la fonction ministérielle d'audit interne

L'activité d'audit est relativement ancienne au ministère de l'agriculture, où elle s'est d'abord développée pour répondre à des exigences de la réglementation communautaire.

Le décret n° 2011-775 du 28 juin 2011, relatif à l'audit interne dans l'administration, prévoit que « dans chaque ministère, un dispositif de contrôle et d'audit internes, adapté aux missions et à la structure des services et visant à assurer la maîtrise des risques liés à la gestion des politiques publiques dont ces services ont la charge, est mis en œuvre ». Par circulaire du 30 juin 2011, le Premier ministre a demandé à chacun des ministres de créer au sein de son administration un comité ministériel d'audit interne (CMAI), et de se doter d'une mission ministérielle d'audit interne (MMAI).

Pour le MAAPRAT, le dispositif correspondant à ces demandes a été défini par un arrêté ministériel du 8 novembre 2011 relatif au CMAI et à la MMAI (JO du 18 novembre 2011). La fonction de mission ministérielle d'audit interne est confiée à la mission d'inspection générale et d'audit (MIGA), première section du CGAAER. Cette organisation avait été préconisée par un rapport établi collégialement en mars 2011 : « Mettre en place la fonction d'audit interne au ministère ».

Le CMAI a été constitué dès la fin 2011, et a tenu sa première réunion le 21 décembre, ce qui a permis de doter le MAAPRAT d'un programme ministériel d'audit interne pour 2012. La MIGA a été fortement mobilisée, à l'automne 2011, pour la préparation des thèmes d'audit 2012. Elle a conduit en même temps son programme 2011, et réalisé les missions qui lui ont été demandées en cours d'année.



Audits de la mise en œuvre des fonds européens

FONDS EUROPÉEN AGRICOLE DE GARANTIE (FEAGA)

La gestion du FEAGA a été l'objet du programme suivant :

- audits dans le domaine de **l'identification des ovins et des caprins** : les services déconcentrés des quatre départements audités, qu'ils soient gestionnaires des aides ou chargés des contrôles, sont performants. Toutefois le pilotage de l'identification est souvent insuffisant et les suites des contrôles sur place sont trop tardives ;
- audits de **l'identification pérenne généralisée (IPG) et du système intégré de gestion et de contrôle (SIGC)** dans les DOM. Le dernier audit de la série, commencée en 2009, a été réalisé en Guyane.

- audits de la **conditionnalité des aides** dans 5 départements. Les procédures de contrôle sont globalement respectées mais des marges de progrès existent dans le domaine de la formalisation, de la traçabilité et des actions consécutives aux contrôles sur place.
- audits portant sur la **tutelle, l'organisation et le fonctionnement des établissements de l'élevage (EdE)** : quatre établissements ont été audités. Leur fonctionnement est globalement satisfaisant, le système de management de la qualité se met progressivement en place. Toutefois l'exercice de la tutelle se cherche, les services départementaux et régionaux s'impliquent diversement. Ils se positionnent actuellement en contrôleurs. La réglementation a besoin d'évoluer pour s'adapter à l'évolution des structures et à leur réorganisation autour de la région.

D'une façon générale le déroulement des contrôles est retardé par la lenteur de l'ouverture des applications de gestion dans ISIS. Cela se traduit par des délais incompatibles avec la réglementation européenne. D'autre part, les outils de pilotage des campagnes font défaut, ce qui accroît les difficultés des services déconcentrés sous forte tension.

Ces difficultés récurrentes ont justifié l'organisation en 2011 de l'audit de l'application ISIS ; le rapport a formulé une série de recommandations portant en particulier sur la gouvernance et le pilotage de l'application.

FONDS EUROPÉEN AGRICOLE DE DÉVELOPPEMENT RURAL (FEADER)

Le CGAAER a participé activement à la Commission interministérielle de coordination des contrôles (CICC) qui audite la mise en œuvre, sur demande du ministère chargé de l'agriculture, du système de gestion du FEADER.

À ce titre, des audits ont été effectués dans diverses régions françaises (Rhône-Alpes, Lorraine, Guyane, Réunion, Nord-Pas-de-Calais).

Par ailleurs, les membres du CGAAER participant au collège de la CICC ont été amenés à donner leur avis sur les réponses apportées par le ministère chargé de l'agriculture à la Commission européenne et à la Cour des comptes européenne dans le cadre soit des audits effectués par ces instances, soit dans le cadre de la clôture du FEOGA-O (programmation 2000-2006).

FONDS EUROPÉEN POUR LA PÊCHE (FEP)

Le CGAAER a participé, en qualité de membre du collège de la CICC, à la fonction d'Autorité d'audit de ce programme.

A ce titre les membres du CGAAER, membres du collège de la CICC, ont participé à 14 réunions de cette instance au cours de l'année 2011. Ils y ont donné leur avis sur les résultats d'audits, les contrôles d'opérations, les descriptions de système de gestion, ainsi que le rapport et l'avis annuel 2011 adressé à la Commission européenne. Ils ont également donné leur avis sur les réponses apportées par le ministère chargé de la pêche à la Commission européenne et à la Cour des comptes européenne dans le cadre soit des audits effectués par ces instances, soit dans le cadre de la clôture du programme IFOP (programmation 2000-2006). Au titre des audits de système, le CGAAER en a effectué dans diverses régions françaises (Lorraine, Guyane, Réunion, Nord-Pas-de-Calais). Une mission de suivi a également été réalisée en Guadeloupe et la gestion nationale du programme a été auditée à la DPMA.

Par ailleurs deux membres du CGAAER ont effectué les contrôles d'opérations tirées dans l'échantillon statistique pour la partie de gestion déconcentrée ou nationale du programme, permettant ainsi de déterminer le taux d'erreur annuel communiqué à la Commission européenne dans le rapport et l'avis annuel.

AGRÈMENT DES ORGANISMES PAYEURS

Deux missions relatives aux organismes payeurs ont concerné diverses aides du Programme d'options spécifiques à l'éloignement et à l'insularité (POSEI).

La première, réalisée dans le cadre de la procédure d'agrément des organismes payeurs, avait pour objet d'apprécier la capacité de l'ASP à prendre en charge le paiement de deux aides destinées aux producteurs de Guyane : l'aide à l'amélioration de la production de riz irrigué et l'aide à l'amélioration de l'affouragement.

La seconde mission, propre au ministère de l'agriculture et réalisée à titre de conseil et d'expertise, portait sur la faisabilité de l'extension de l'agrément de l'ODEADOM au paiement de certaines aides du programme POSEI, ceci dans la perspective de faire de l'Office l'unique organisme payeur de toutes les aides du premier pilier intéressant les départements d'outre-mer.

Audits relatifs à la réglementation européenne sur la sécurité sanitaire des aliments

La réglementation communautaire en matière de sécurité sanitaire des aliments (*dite* « paquet hygiène ») impose des audits dans ce domaine. Ils sont réalisés par l'unité d'audit sanitaire (UAS) de la MIGA.

Sur le plan méthodologique, cette unité a entrepris un nouveau cycle d'amélioration de son dispositif.

L'année 2011 a été consacrée en partie à la mise en œuvre des mesures correctives, en partenariat avec la DGAL, pour les axes d'amélioration et les non conformités mineures identifiés par les auditeurs de l'IFACI.

Par ailleurs, le positionnement européen de cette unité a été renforcé : deux membres de l'UAS ont été retenus comme formateurs des auditeurs internes de l'UE pour le domaine sanitaire, dans le cadre d'un programme BTSF (Better training for safer food), programme spécifique consacré à l'audit interne.

Les activités d'audit proprement dites ont été concentrées sur deux thèmes :

- la mise en œuvre des plans de surveillance et de contrôle : les travaux ont surtout mis en évidence des problèmes importants de ciblage des prélèvements et identifié des améliorations possibles, notamment en matière de coordination entre autorités ministérielles (notamment entre la DGAL et la DGCCRF) et entre partenaires (ANSES, BNEVP, laboratoires) ;
- la gestion des foyers d'organismes nuisibles dans le domaine végétal : une des principales conclusions porte sur le bon équilibre à trouver entre les échelons nationaux et territoriaux (régional et départemental), pour accroître la réactivité face à des organismes nuisibles émergents très menaçants.

Audits sur la mise en œuvre des politiques nationales

COMITÉ INTERMINISTÉRIEL D'AUDIT DES PROGRAMMES (CIAP)

En 2011, la MIGA a participé à deux audits de programmes budgétaires conduits dans le cadre du CIAP, avec d'autres inspections générales et conseils généraux :

- formations supérieures et recherche universitaire (programme 150) ;
- sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation (programme 206).

Il s'agit d'audits du dispositif de performance, et non d'audits de performance portant sur le fond des politiques.

AUDITS BUDGÉTAIRES ET COMPTABLES

En 2011, deux audits importants ont été conduits dans le domaine financier et comptable après l'audit engagé l'année précédente sur la fiabilité du processus de gestion des bourses aux élèves et des subventions aux établissements de l'enseignement technique privés.

Le premier, réalisé en partenariat avec le CGEDD, a porté sur le déploiement en région des Centres de prestation comptable mutualisés (CPCM), rattachés pour moitié aux DRAAF, pour moitié aux DREAL.

Le second, mené avec la DGFiP, a porté sur la fiabilisation de la comptabilisation des engagements relatifs aux opérations dont la gestion est confiée à l'ASP, qui représentent 56% des dotations en AE du programme 154 (économie et développement durable de l'agriculture, de la pêche et des territoires) et 30% du programme 149 (forêt). Il s'est agi d'asseoir sur des bases fiables l'inscription au bilan de l'État des passifs d'intervention, ainsi que de sécuriser l'évaluation des besoins en crédits de paiement sur les exercices ultérieurs.

AUDITS EN MATIÈRE D'ENVIRONNEMENT

Audits « Risques naturels et hydrauliques »

Les auditeurs de la MIGA réalisent, avec le CGEDD, des missions d'audit de la mise en œuvre, par les services déconcentrés de l'État, des politiques de prévention des risques naturels et hydrauliques.

En 2011, ces audits ont concerné tous les départements des régions Poitou-Charentes et Limousin, ainsi que la Nièvre.

A signaler également le suivi des audits réalisés en 2008 dans les départements des Côtes d'Armor, du Gers, de la Haute-Loire, de la Meurthe-et-Moselle, du Pas-de-Calais, de la Haute-Saône, de la Saône-et-Loire, du Vaucluse et des Yvelines.

Audits « Eau et biodiversité »

Ces audits concernent la mise en œuvre, par les services déconcentrés de l'État, des politiques et des polices de l'eau et de la biodiversité. Ils sont réalisés à la demande du ministre chargé de l'écologie, par le CGEDD, le CGAAER et, éventuellement le CGIET.

L'objectif de ces audits est d'identifier les mesures prises pour la maîtrise de ces risques, et d'analyser les organisations mises en place (pilote, Programmes d'actions opérationnelles territorialisés...).

En 2011, les services concernés de six départements ont été audités : Aude, Loir-et-Cher, Loire-Atlantique, Pyrénées-Atlantiques, Somme et Tarn-et-Garonne.

CHAMBRES D'AGRICULTURE

Le programme d'audit des chambres d'agriculture a été poursuivi en couplant, dans chaque région du programme, les travaux relatifs à la chambre régionale, avec ceux relatifs à une ou deux chambres départementales :

- Alsace avec Bas-Rhin et Haut-Rhin,
- Champagne-Ardenne avec Ardennes,
- Centre avec Indre-et-Loire,
- Ile-de-France avec la chambre interdépartementale d'Ile-de-France Ouest et la chambre de Seine-et-Marne.

De plus, deux chambres d'outre-mer (Guadeloupe et Réunion) ont été auditées. Pour cette dernière, l'audit était couplé avec un contrôle de l'utilisation des fonds du CASDAR.

La situation des chambres auditées apparaît saine, sauf en outre-mer où les chambres sont en situation financière dégradée. Cependant des facteurs de fragilité sont identifiés, notamment la dépendance vis à vis des subventions publiques pour assurer l'équilibre budgétaire, ou le poids très hétérogène des prestations de service, qu'elles soient individualisées ou non, dans le financement des chambres.

L'état d'avancement de la mutualisation régionale des chambres engagée en 2009, apparaît extrêmement contrasté.

COMPTE D'AFFECTATION SPÉCIALE « DÉVELOPPEMENT AGRICOLE ET RURAL » (CASDAR)

Depuis 2007, la MIGA réalise des audits de conformité sur l'utilisation des fonds du CASDAR dont le montant annuel s'élève à 110 M€.

En 2011, la MIGA a procédé à l'audit de six programmes, dont deux émanant des Instituts techniques (ITB/ARTB, Institut de l'élevage), un programme d'ONVAR (MRJC), trois programmes de chambres d'agriculture (Nord-Pas-de-Calais, Bretagne, La Réunion) et une mission particulière sur l'appel à projet « prospectives agricoles locales et dynamiques urbaines en Pays de Loire » (CRA Pays de Loire/ ESA d'Angers).

Ces audits ont porté sur les programmes menés dans le cadre des contrats d'objectif signés par les bénéficiaires avec le MAAPRAT pour la période 2009/2013. Leurs conclusions permettront, avec celles des audits programmés en 2012, de fournir aux directions du ministère concernées, des recommandations visant à contribuer à l'élaboration d'un cadre financier amélioré du contrat d'objectif 2014 / 2020 avec les bénéficiaires.

Missions d'audit ponctuelles

La MIGA a notamment participé aux diverses missions suivantes :

- audit de trajectoire du projet de raccordement du MAAPRAT à l'opérateur national de paye (ONP) ;
- audit de l'Institut français du cheval et de l'équitation (IFCE), avec le Contrôle général économique et financier (CGEFI) ;
- mission interministérielle d'audit du dispositif de contrôle interne de l'ANSES, avec l'IGAS et le CGEDD.



« Économie, filières et entreprises »

La section « Économie, filières et entreprises » est compétente en matière d'économie des entreprises et des filières agricoles, d'élevage, halieutiques, aquacole et agroalimentaires, ainsi que des politiques qui y concourent.

Ses activités ont été réparties dans les cinq domaines suivants.

1. Négociations de la PAC 2013

Les travaux de la section avaient, en particulier, pour objectif d'apporter un appui aux négociateurs dans les différents domaines d'application de la PAC (régulation des marchés, évolution des aides directes, prise en compte des risques économiques, impact des questions environnementales...) dans la perspective de l'après 2013.

A cette fin, le groupe constitué au sein de la section et qui s'est réuni selon un rythme mensuel ou bimensuel en fonction des exigences de l'actualité, a entamé un double travail de veille sur les travaux engagés, au plan multilatéral, en vue d'une meilleure régulation des marchés des matières premières agricoles (cf. présidence française du G20), d'une part, au plan communautaire, dans le cadre de la réforme de la PAC, d'autre part.

Il a procédé, après consultation des services concernés du ministère et en liaison avec ces services, à une étude de la faisabilité technique – à l'exclusion de toute appréciation d'opportunité – de l'introduction d'un volet verdissement dans le 1^{er} pilier de la PAC.

Fondée sur une analyse des propositions présentées par la Commission de l'Union européenne, cette étude a pris en compte les discussions menées sur le sujet au sein du Parlement européen au cours du premier semestre de l'année 2011.

Elle a confirmé la possibilité d'un paiement « vert » sur des bases simples :

- soutien forfaitaire, limité à une part modérée (20%) du DPU ;
- contrepartie de mesures obligatoires, susceptibles de concerner un très grand nombre d'agriculteurs et compatibles avec la réalité économique et agronomique des exploitations ;
- permettant une certaine simplification de la conditionnalité.

Des travaux ont par ailleurs été initiés en vue d'évaluer, par grand secteur de production, l'intérêt effectif au regard de l'objectif de régulation des propositions contenues dans le projet de règlement OCM unique en matière d'organisation de la production et des filières, d'une part, de mise en œuvre de la contractualisation, d'autre part.

2. Biomasse et utilisation non alimentaire des produits agricoles

Le CGAAER a poursuivi en 2011 sa mission d'appui à la Direction générale des politiques agricole, agroalimentaire et des territoires (DGPAAT) dans l'objectif de favoriser le développement de filières « bio-sourcées » valorisant la biomasse pour l'énergie, les matériaux et la chimie verte, afin de réduire l'empreinte carbone de la France, de conforter l'indépendance énergétique du pays et d'ouvrir le monde rural à de nouveaux débouchés, tout en favorisant l'innovation, l'emploi et le développement des territoires.

Ainsi, la deuxième section du CGAAER a participé au comité « biomasse et biocarburant » de FranceAgriMer œuvrant à l'approfondissement de l'observatoire des biocarburants et au projet d'observatoire des utilisations de la biomasse en tant que source de matériaux et de molécules chimiques.

Un soutien a été apporté à la normalisation dans le domaine des produits biosourcés, ainsi que dans le domaine de la preuve de la durabilité des biocarburants, tant au niveau de la nouvelle politique européenne que des travaux intergouvernementaux initiés par la FAO.

Le CGAAER a, par ailleurs, audité les projets et réalisations d'installations de production de biogaz aidés en 2010 par le ministère de l'agriculture afin d'évaluer et, si possible, améliorer la pertinence des appels à propositions lancés par la DGPAAT.

3. Filières sectorielles agricoles et industrielles

La section a été amenée à conduire des missions sur la compétitivité des principales filières agricoles. Elle a apporté son appui à la mission du délégué interministériel aux IAA qui s'est penché sur les comparaisons de compétitivité notamment dans la filière viande.

C'est d'ailleurs dans le domaine de l'élevage que la section a principalement eu à approfondir les travaux sur la compétitivité de nos filières. Un groupe de travail « Task force Viande » a accompagné la rédaction et le suivi du rapport sur les abattoirs français, ainsi que la nécessité de mener une politique plus proche des bassins de production. Un rapport sur la filière avicole et son développement doit être suivi d'un rapport comparable sur la filière porcine, ainsi que sur la filière caprine. Elle a également suivi l'action de médiation réclamée par le ministre sur la crise de la viande bovine.

Dans le domaine végétal, la section a apporté son appui au ministre sur la gestion de la crise des fruits d'été, en préparant avec le cabinet du ministre les rencontres avec les professionnels. Sur la gouvernance de la filière, la section a répondu à la demande du ministre en soulignant dans un rapport présenté aux professionnels, les faiblesses de l'organisation de cette filière due notamment à ses particularismes, à son émiettement, aux difficultés inhérentes à sa représentation et à la nécessité de définir une véritable stratégie.

Elle s'est par ailleurs intéressée à la mise en œuvre de la loi de modernisation en apportant un soutien actif à l'observatoire des prix et des marges. Elle a approfondi ses réflexions et ses études sur le fonctionnement et l'avenir des interprofessions, à la fois sur le plan national et sur le plan européen, en préparant le lien avec la future OCM unique de 2013.

Enfin, la section a apporté sa contribution à la prospective de filières dans certaines régions (filiale lait dans le Massif central, filière muscadet en Pays-de-Loire, filière pruneau...), ainsi qu'à des problèmes spécifiques à certaines zones de territoire (agriculture en Lozère, marché aux bestiaux de Mauriac, élevage avicole dans le Gers). En complément des volets spécifiquement consacrés aux industries agroalimentaires dans les filières ci-dessus, la section a étudié les moyens et institutions de financements propres à permettre le développement industriel et commercial de ces industries. Un rapport sur les organismes de financement dédiés à ce secteur et un autre sur les pôles de compétitivité agricoles et agroalimentaires, ont été ainsi réalisés.

4. Les exploitations agricoles

Les travaux menés en 2011 ont été structurés par la préparation du séminaire « Quelles politiques publiques pour des exploitations agricoles durables ? ». Les séances préparatoires ont permis d'aborder l'évolution des structures d'exploitation, le portage du capital d'exploitation et du foncier, et de réunir les données disponibles permettant de comparer le modèle français au plan international. Celui-ci est caractérisé par une rente foncière peu élevée, mais est confronté à un coût élevé de la main d'œuvre non familiale.

Le séminaire proprement dit a donné lieu à la rédaction d'actes. La réflexion menée sur les forces et faiblesses du modèle français et son adaptabilité à de nouvelles exigences de compétitivité ainsi qu'aux évolutions des réglementations nationales et européennes, a aussi révélé des thématiques à approfondir dans le cadre du programme de travail 2012.

Par ailleurs, le CGAAER a participé en 2011 à un exercice méthodologique mené conjointement par le MAAPRAT et le MEDDTL, sur l'évaluation en tant que contribution au développement durable de certaines politiques agricoles. En particulier, des hypothèses d'évolution de la politique d'installation des jeunes agriculteurs ont été construites.

5. L'agriculture ultra-marine

Le CGAAER a poursuivi son appui à la mise en œuvre des décisions du CIOM consécutives aux États généraux des outre-mer. Après les missions effectuées en 2010 et début 2011, plusieurs membres du CGAAER ont participé au suivi des propositions et recommandations faites.



« Alimentation et santé »

Les travaux de la section « Alimentation et santé » contribuent à la conception et à l'évaluation des politiques du ministère dans les domaines suivants : la politique de l'alimentation, la sécurité sanitaire, la qualité nutritionnelle et organoleptique des aliments, la santé et le bien-être des animaux, la prévention des zoonoses, la protection des végétaux et ses effets sur l'environnement.

En 2011, l'activité de la section s'est inscrite dans deux chantiers prioritaires engagés en 2010 par la loi de modernisation agricole : la politique publique de l'alimentation et la réforme des dispositifs sanitaires en santé animale, en protection des végétaux et en alimentation humaine. En cours d'année, l'affaire du Médiateur a entraîné une série de missions élargies aux médicaments vétérinaires, aux produits phyto-pharmaceutiques et à l'ANSES.

1. La politique publique de l'alimentation

Le CGAAER a contribué à la mise en oeuvre du Programme national pour l'alimentation (PNA) qui a été élaboré en 2010 dans un cadre interministériel et dont le pilotage est confié au MAAPRAT.

Il s'est agi de dégager une stratégie de gouvernance de cette politique pour les quatre objectifs du PNA suivants :

- faciliter l'accès de tous à une alimentation de qualité ;
- améliorer l'offre alimentaire ;
- enrichir la connaissance et l'information sur l'alimentation ;
- promouvoir le patrimoine alimentaire et culinaire français.

Ce travail s'est effectué dans le cadre de groupes de travail interministériels comme celui consacré au patrimoine culinaire français, de missions temporaires de réflexion et d'évaluation, ainsi que d'appels à projets.

Enfin, la section a réalisé une mission sur l'état des lieux de la filière de production des graisses et protéines animales transformés, pour le compte de l'ANSES, dans le cadre de la réflexion sur la réintroduction de ces produits dans l'alimentation animale.



2. La rénovation des dispositifs de sécurité sanitaire dans les domaines de l'élevage, des cultures et de l'alimentation

Les États généraux du sanitaire, réunis en 2010, ont abouti à de nouvelles orientations pour améliorer la performance du dispositif de sécurité sanitaire.

Le CGAAER s'est impliqué dans les modalités de mise en oeuvre de ce nouveau dispositif, au travers des actions suivantes :

- la contribution à la rédaction des ordonnances et des décrets d'application ;
- la présidence des groupes de travail du Comité national de surveillance de l'antibiorésistance ;
- l'audit du plan interministériel sur le chlordécone ;
- la comparaison, entre les États membres de l'UE, des dispositifs de santé animale et végétale et de la certification sanitaire ;
- la recrudescence de la tuberculose bovine.

En matière de protection animale, la section a constitué un groupe de travail de neuf de ses membres sur le thème de la protection animale en abattoirs et de l'abattage rituel.

Par ailleurs, la section a poursuivi ses activités engagées en 2010 sur le suivi du plan Ecophyto 2018 et sur la recherche dans les domaines d'intérêt vétérinaire.

3. Les conséquences de l'affaire du *Médiator*

L'actualité de 2010 a été marquée par le dossier du *Médiator* qui a remis en question le dispositif d'autorisation et de contrôle du médicament humain. Il a également entraîné des interrogations sur le dispositif général de sécurité sanitaire et a suscité des missions étendues aux domaines de compétences du MAAPRAT :

- deux missions sur l'autorisation de mise en marché des médicaments vétérinaires et des produits phyto-pharmaceutiques ;
- une mission interministérielle sur l'inspection du contrôle interne de l'ANSES ;
- une mission d'audit de l'ANSES.



« Forêts, eaux et territoires »

La section « Forêts, eaux et territoires » est compétente pour les questions relatives à la forêt et au bois, à la nature, à la biodiversité, à l'eau, au milieu marin, et aux risques qui leur sont liés, ainsi qu'à l'aménagement et au développement des territoires ruraux.

Elle est organisée en groupes de travail correspondant à ces thématiques.



1. Eau, agriculture et sécurité alimentaire

Plusieurs missions engagées en 2010 se sont poursuivies en 2011, telle la mission sur les aires d'alimentation des captages. L'efficacité des mesures incitatives et réglementaires de la loi sur l'eau, a ainsi été évaluée sur un échantillon des 500 captages prioritaires du Grenelle de l'environnement. Le PDRH est apparu comme la seule mesure de masse à la hauteur des enjeux car touchant une centaine de milliers d'hectares.

Une approche plus globale des relations entre eau et agriculture, a fait l'objet d'une mission portant sur l'appropriation des enjeux et la mise en œuvre de la directive cadre sur l'eau (DCE) dans le secteur agricole. Cette étude à dominante sociologique, a été conduite à partir d'entretiens de près de 200 acteurs (adminis-

trations, élus, acteurs agricoles, ONG) dans six territoires de projet. Elle a conclu sur la difficulté qu'il y aura à atteindre les objectifs de qualité fixés pour 2015, sur les difficultés d'appropriation de cette directive par bon nombre d'acteurs de la sphère agricole, ainsi que sur la nécessité de clarifier les rôles et d'organiser les interactions sur des territoires de projet.

La sécheresse du printemps 2011 a mis en exergue la nécessité d'une meilleure maîtrise de la ressource en eau à des fins agricoles dans les territoires les plus déficitaires, notamment dans le Sud-Ouest. Les sites potentiellement aptes à accueillir des retenues collinaires ont été identifiés et analysés tant sur les aspects techniques, économiques qu'environnementaux. Parallèlement, on a étudié la possibilité de développer de nouvelles productions moins exigeantes en eau, ce qui pose la question de leur rentabilité économique ainsi que la création de nouvelles filières.

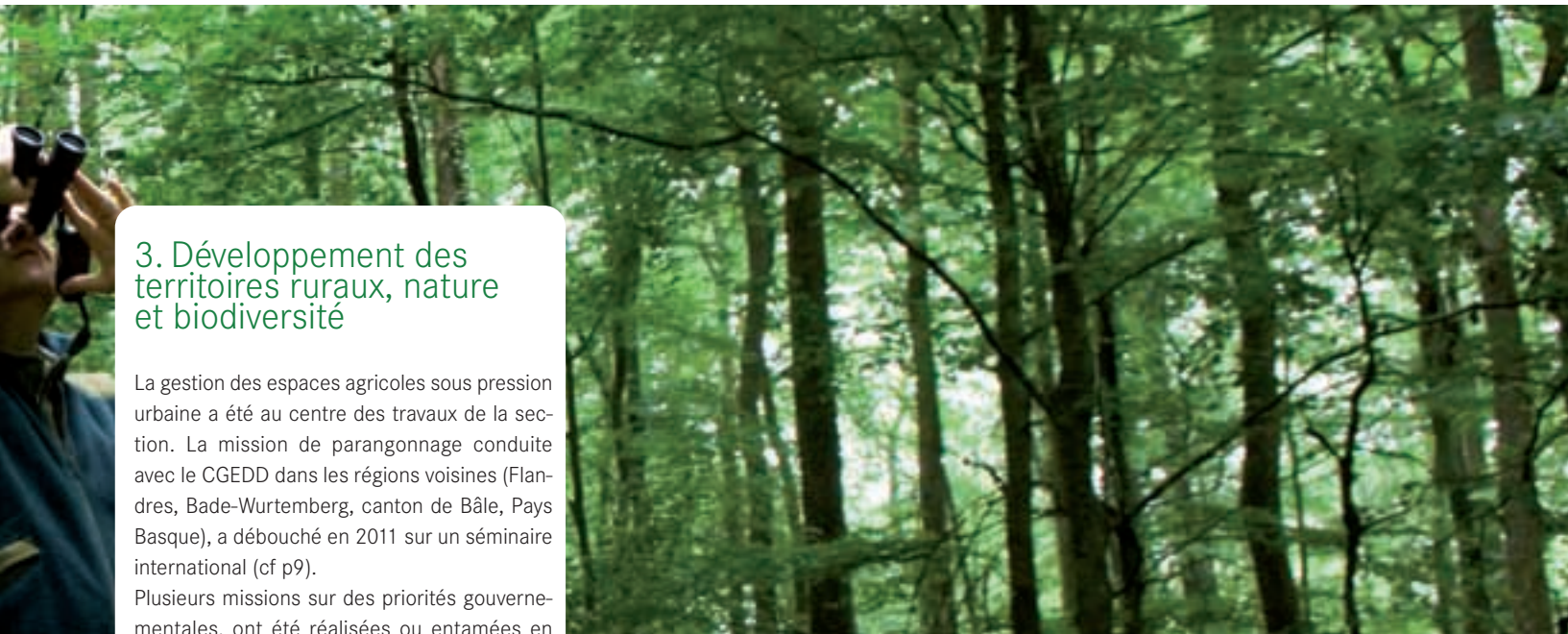
Enfin, le CGAAER a été engagé dans la préparation du Forum mondial de l'eau à Marseille en mars 2012, principalement sur le thème de « l'eau et la sécurité alimentaire ». Un document de synthèse destiné à être présenté au Forum, a été élaboré avec un groupe d'institutionnels, d'ONG et d'organisations professionnelles agricoles. Ces travaux trouveront leur prolongement dans la préparation de Rio+20.

2. Filière forêt – bois

La section a poursuivi ses travaux sur la codification du code forestier, les feux de forêts, les tempêtes, le plan d'action énergies renouvelables et biomasse 2020. Elle a engagé de nouvelles réflexions sur l'enseignement supérieur forestier, sur la stratégie nationale sur la bio-diversité et sur la célébration de l'année internationale de la forêt 2011.

Les aspects économiques et financiers liés à la politique forestière et à la dynamique des filières aval, dans la ligne du discours du Président de la République à Urmatt, ont fait l'objet d'investigations et de missions particulièrement approfondies : financement de l'ONF dans le contexte de la préparation d'un nouveau contrat d'objectifs, mobilisation des ressources, stratégie des filières de la trituration, stratégie des filières scieries, analyses territoriales en Bourgogne et dans le Massif Central.

Les réunions de section ont été l'occasion d'échanges fructueux avec les acteurs de la filière sur les bilans des tempêtes en région Aquitaine, sur la situation et les perspectives de la filière bois dans le Massif Central, en Bourgogne et en Guyane (bio-électricité), sur la normalisation des produits « bois » dans la construction et sur le CNPF.



3. Développement des territoires ruraux, nature et biodiversité

La gestion des espaces agricoles sous pression urbaine a été au centre des travaux de la section. La mission de parangonnage conduite avec le CGEDD dans les régions voisines (Flandres, Bade-Wurtemberg, canton de Bâle, Pays Basque), a débouché en 2011 sur un séminaire international (cf p9).

Plusieurs missions sur des priorités gouvernementales, ont été réalisées ou entamées en 2011, comme l'étude d'impact des normes environnementales sur l'agriculture ou l'évaluation à mi-parcours du PDRH.

Enfin, le CGAAER s'est consacré au projet de DTADD du littoral aquitain et des Landes, au développement durable des petites îles de la Méditerranée et à l'appui sur les programmes de massif.

4. Gestion des risques naturels

Les travaux prévus sur le renouvellement des peuplements forestiers des séries RTM, sur la politique de prévention des feux de forêt et sur les relations entre les pratiques agricoles et les risques naturels, ont pris du retard. La section s'interroge sur la place, sans doute trop importante, prise par les audits de services menés conjointement avec d'autres conseils généraux pour le compte du MEEDDM, et qui mobilisent l'essentiel des moyens du CGAAER.

5. Milieu marin et pêche

La section a mené une mission d'audit des procédures de gestion du FEP, suite aux nombreuses réformes mises en œuvre tant au niveau central qu'au niveau déconcentré.

Par ailleurs le ministre a passé au CGAAER un certain nombre de commandes portant sur les moyens à mettre en œuvre pour réduire les besoins énergétiques de la pêche, la traçabilité des produits de la mer et les contrôles de 2^{ème} niveau du FEP.

Face aux difficultés de l'ostréiculture causées par les fortes mortalités d'huîtres constatées dans plusieurs bassins, le CGAAER a participé au programme de sélection génétique national dont le comité scientifique a été présidé par un de ses membres.

La section s'est également consacrée aux problèmes de pollution de l'étang de Thau en faisant une étude détaillée des principaux facteurs de contamination.

Enfin, le CGAAER a mené une mission sur la filière civelles-anguilles dont les populations sont menacées dans plusieurs pays de l'Union européenne. Son action s'est inscrite dans le cadre d'un ambitieux programme français de protection et de repeuplement de l'espèce, conduit à l'instigation de la Commission.

« Recherche, formation et métiers »

La section « Recherche, formation et métiers » est compétente en matière de recherche et d'enseignement supérieur, d'innovation et de développement, d'emploi, de protection sociale et de formation, dans les domaines de compétence du ministère. Elle exerce ses fonctions en lien avec l'évolution des métiers et la transformation du système éducatif à l'échelle nationale, communautaire et mondiale.

Les modalités de fonctionnement et de financement du dispositif de formation et de recherche sont contraintes de s'adapter à un monde ouvert. Dans ce contexte, l'activité de la section a été menée selon quatre axes de travail, dans un cadre pluriannuel et dans la continuité du programme 2010. A cet effet, elle a réalisé des missions d'évaluation et d'expertise, et a mis en place des groupes de travail et de réflexion.

1. Evolution des dispositifs Recherche-Expertise et Formation-Transfert-Développement

Le système de recherche appliquée agricole présente encore des difficultés à s'adapter aux enjeux actuels et émergents, notamment du développement durable. Il doit trouver des éléments de forte coordination en interne et avec la recherche, la formation et le développement, le bilan provisoire des RMT commençant à apporter quelques enseignements. Il en est même de l'appareil de formation et de transfert. Il suppose en effet de conjuguer la logique de simplification et de réduction des coûts en même temps que de poursuivre ou développer l'exercice de l'initiative et de l'autonomie.

RÉFLEXIONS SUR LES OUTILS DE TRANSFERT ET PLACE DU DÉVELOPPEMENT AGRICOLE

- Bilan du fonctionnement des pôles de compétitivité liés aux problématiques du MAAPRAT ;
- Évaluations de la mise en œuvre par les instituts techniques du contrat d'objectifs ACTA 2009-2013, relatif aux programmes de développement agricole et rural des instituts techniques financés par le CASDAR ;
- Méthodologie d'évaluation globale du dispositif RMT comme outil de politique publique ;
- Mise en place des moyens nécessaires à la promotion du savoir-faire horticole ;
- Cadre juridique du système de connaissance agricole dans l'Union européenne ;
- Présentation des outils de transferts recherche ;
- Contribution à l'émergence d'une demande d'appui technique des agriculteurs en lien avec les nouveaux enjeux du développement durable ;
- Mission d'évaluation du dispositif Certiphyto en liaison avec la deuxième section du CGAAER.

De plus, des membres du CGAAER sont étroitement associés à l'évaluation annuelle des programmes d'appel à projets sur financement du CASDAR.



2. Étude des modalités d'adaptation et de gouvernance du système Enseignement supérieur et Recherche

Ce système est confronté à une réorganisation globale liée au processus de Bologne, à la loi d'orientation sur la recherche et à la loi « Liberté et responsabilité de l'université », ainsi qu'à la mise en place des grands établissements d'enseignement supérieur ayant les prérogatives d'université. Ces dernières dispositions postérieures au schéma des pôles de compétence Enseignement supérieur-Recherche créés par le MAAPRAT, remettent en partie en cause ce premier essai de structuration.

- Comparaison des cursus des formations vétérinaires en Europe ;
- Comparaisons internationales des systèmes de formations doctorales dans l'enseignement agronomique et vétérinaire en Europe ;
- Audit sur la fonction communication dans les centres régionaux de l'INRA ;
- Audit sur les charges d'infrastructure de l'INRA ;
- Audit sur les indicateurs sur l'appui à la recherche de l'INRA ;
- Évaluation préalable au passage aux responsabilités et compétences élargies des grands établissements Montpellier Sup Agro et Agrocampus Ouest ;
- Audit financier de l'Ecole nationale vétérinaire d'Alfort ;
- Etude sur la recherche d'intérêt vétérinaire (en collaboration avec la troisième section du CGAAER).

3. Analyse prospective des liaisons de l'enseignement agricole (enseignement agricole supérieur et technique) avec les politiques publiques relevant du MAAPRAT dans le contexte actuel et dans le cadre de la mission partagée de service public d'enseignement et de formation professionnelle

La section a entrepris de faire un diagnostic sur la mise en œuvre des politiques publiques, en particulier du développement durable et de l'alimentation, dans les établissements d'enseignement agricole supérieur et technique :

- Analyse et diagnostic des missions partagées État et collectivités territoriales ;
- De plus, les membres du CGAAER ont été étroitement associés à la mise en œuvre du plan d'actions issu des Assises de l'enseignement agricole, arrêté par la DGER et programmé sur les trois années 2010-2012 :
- Évaluation à mi-parcours du 5^{ème} schéma de l'enseignement agricole ;
- Mutualisation des fonctions support au sein des Etablissements publics locaux ;
- Suivi méthodologique des chefs de projet en établissement d'enseignement technique ;
- Observatoire du travail des enseignants ;
- Comité national de l'innovation pédagogique.

4. Analyse et anticipation des modifications des métiers et des compétences induites par les changements en cours dans le monde économique et dans la société

La réflexion menée s'est attachée à préciser, au-delà des transformations des métiers existants, l'émergence de nouveaux métiers, notamment dans le cadre de l'économie verte.

- Plan d'adaptation pour les métiers de la croissance verte (agriculture-forêt-paysage) et participation aux premières rencontres des métiers de l'économie verte ;
- Plan de professionnalisation du parcours professionnel d'installation (métier d'agriculteur) ;
- Participation à l'observatoire national de la démographie de la profession vétérinaire ;
- Place des corps d'ingénieurs ITPE - IAE - ITM-ITGCE ;
- Les métiers de la fonction ressources humaines au sein du MAAPRAT (étude OMM) ;
- Perspectives de mobilité des enseignants de l'enseignement agricole (étude OMM) ;
- Les métiers de l'alimentation au sein du MAAPRAT (étude OMM).
- Par ailleurs, les membres du CGAAER ont contribué à l'évaluation des personnes et au recrutement des cadres du MAAPRAT. Les membres du CGAAER assurent la présidence de jury des diplômes d'ingénieurs des établissements d'enseignement supérieur agricole. Ainsi les collègues de présidents de jury participent aux réflexions en cours au sein de la DGER et du Secrétariat général du ministère, dont celles portant sur la « mastérisation » du recrutement des enseignants.

« Gestion publique et réforme de l'État »

La section « Gestion, publique et réforme de l'État » est compétente en matière de gouvernance publique, d'organisation administrative, de modernisation, d'optimisation des ressources et performances, des relations avec les usagers, ainsi que de simplification.

En 2011, conformément au programme de travail, la section a orienté son activité sur la question de la répartition des compétences entre l'État et les collectivités territoriales dans les domaines dont le ministère a la charge ainsi que sur le suivi de la mise en œuvre des réformes.



1. La répartition des compétences entre l'État (MAAPRAT) et les collectivités territoriales

Cette question concerne des domaines aussi vastes que l'administration, l'agriculture, la pêche, la forêt, le développement des territoires ruraux, l'enseignement technique et supérieur, et la recherche.

La réflexion a tout d'abord porté sur les conditions d'une meilleure connaissance des interventions des collectivités territoriales, sur la mesure, auprès des services du ministère, de l'intérêt de cette connaissance pour la conduite des réflexions et actions de l'État, ainsi que sur les voies et moyens de recueillir des données quantitatives et qualitatives en privilégiant les systèmes d'information existants.

Concernant l'enseignement technique agricole, cette approche a porté sur les missions et les financements. Elle dépasse le cadre méthodologique de la mission précédente pour procéder à un recensement des interventions des collectivités territoriales.

Dans le même ordre d'idée et pour contribuer à la préparation de la programmation 2013-2017 du Règlement (européen) de développement rural, la section a entrepris une étude sur la structuration des relations entre l'État et les collectivités territoriales dans le cadre de la mise en œuvre du programme de développement rural hexagonal. Les conclusions de cette étude seront disponibles au premier semestre 2012.

2. Le suivi de la mise en œuvre des réformes

La section a pris en charge quatre domaines d'application des réformes gouvernementales ou ministérielles.

La mutualisation de missions et fonctions au niveau des chambres régionales d'agriculture a pris la forme d'une mission d'appui aux chambres d'agriculture de Bretagne. La mission s'est attachée dans un premier temps à identifier les missions et fonctions déjà régionalisées et à analyser les possibilités de consolidation de cette architecture. Dans un deuxième temps, la mission s'est intéressée aux marges de progression pour l'avenir.

L'identification des fonctions support des établissements publics locaux d'enseignement et de formation professionnelle agricole pouvant être mutualisées, résulte des Assises de l'enseignement agricole public qui se sont tenues de septembre à décembre 2009. La mission a pu constater qu'il existe deux voies de mutualisation : l'une interne à l'EPLA entre le lycée siège et les centres constitutifs, l'autre consistant en la recherche de synergies avec d'autres EPLA ou des EPLE de l'Education nationale.

L'état des lieux de la mise en place des DDI dans six départements de trois régions, a été décidé par une lettre du Premier ministre adressée aux ministres concernés.

La mission interministérielle relative à l'analyse de l'état des pratiques effectives de dialogue et de contrôle de gestion a mis en évidence l'hétérogénéité des pratiques selon les ministères et les programmes, ainsi que la nécessité d'harmoniser les pratiques, de relier le dialogue de gestion des DDI aux stratégies régionales et de donner plus de responsabilité et de souplesse aux échelons déconcentrés.

Enfin, une évaluation des procédures de traitement des dossiers liés au Fonds européen de la pêche (FEP) a été réalisée en complément de l'évaluation à mi-parcours du fonds qui est intervenue en début d'année 2011. Elle a pour but de préparer le cadre de mise en œuvre du futur fonds à partir de 2013. La mission a analysé comment les services prennent en charge ces missions et les liaisons mises en place entre les échelons centraux (DPMA, ASP et France Agrimer) et les échelons déconcentrés.



3. La formation interne

La section a poursuivi en 2011 son investissement dans un cycle de formation continue interne au CGAAER, en organisant des conférences juridiques confiées à un Maître des Requêtes au Conseil d'État. Les conférences ont porté sur la réforme des collectivités territoriales, les conditions d'intervention des établissements publics dans les domaines concurrentiels, les contrats de partenariat public-privé, la déontologie des fonctionnaires, les autorités administratives indépendantes, les usagers du service public, la question prioritaire de constitutionnalité et l'actualité du droit de la fonction publique.

La section a également entrepris de préparer l'organisation d'un cycle de formation continue dans les domaines relevant de la gestion publique.

4. La codification

La réécriture de la partie réglementaire du code forestier s'est achevée en 2011. La mission a été conduite en appui au Secrétariat général du ministère (Service des affaires juridiques).

5. La simplification

Un membre de la section représente le Conseil général auprès du Secrétariat général du ministère au titre de référent « Simplifions ! ». Il contribue à mobiliser les membres des sections du CGAAER pour alimenter la réflexion générale sur ce thème mobilisateur et transversal.

« Prospective, société et international »

La section « Prospective, société et international » est compétente pour les questions relatives à la prospective, aux études et à l'évaluation, aux enjeux climatiques, aux enjeux des sciences et techniques pour la société, ainsi que pour les questions internationales.

1. Prospective, études et évaluation

Prospective « Filières et territoires, compétitivité et durabilité : nouveaux défis à l'horizon 2050 »

Le CGAAER a engagé un exercice de prospective intitulé « filières et territoires, compétitivité et durabilité : nouveaux défis à l'horizon 2050 ». Pour mener à bien cet exercice dont le rendu est prévu en 2012, un groupe de travail a réuni la DATAR, FranceAgriMer, le CEP, la DGPAAT, l'INRA et le CEMAGREF (AFEID). L'objectif est de rendre compte des évolutions passées, de mettre en évidence des « signaux faibles » des changements en cours et d'interroger les évolutions possibles à court et long termes, en faisant ressortir les risques et les leviers d'action possibles.

Les études de cas menées sur 2011 ont abordé plus particulièrement la question de la valeur identitaire d'un territoire (terroir) comme dynamique de développement en documentant des exemples pris au sein du massif alpin et du Massif central. Des études de cas portant sur des territoires à enjeux environnementaux, ont également été initiées.

Évaluation des études à l'entreprise

Chaque année, le CGAAER, membre du comité de programmation des études à l'entreprise, procède à une expertise des projets présentés par les directions d'administration centrale et les services déconcentrés, en lien avec le centre d'études et prospective du ministère. Il évalue également un échantillon des études à l'entreprise qui ont été réalisées et dont les rapports définitifs ont été remis aux commanditaires.

En 2011, dix études constituant une aide à la décision pour les directions d'administration centrale ont été sélectionnées. Les évaluations montrent des progrès dans le pilotage des études et dans la qualité des rapports rendus. Toutefois, des faiblesses subsistent encore dans la diversification des prestataires retenus et la valorisation des travaux par les commanditaires.

2. Société

Biotechnologies et patrimoine génétique

Le groupe de travail "Biotechnologies et Patrimoine Génétique" (BioPaGe) constitué pour analyser les évolutions des biotechnologies et des ressources génétiques, a orienté ses travaux selon deux axes : l'étude des perspectives possibles de mise sur le marché de nouvelles variétés de plantes en fonction des biotechnologies utilisables d'une part, et la notion d'appropriation des ressources génétiques dans le domaine des animaux d'autre part. Le groupe de travail a lancé une lettre mensuelle de veille (La lettre BioPaGe) dressant le bilan des nouvelles avancées dans le domaine des ressources génétiques animales, végétales et microbiennes.

Dans le domaine des ressources génétiques végétales, l'objectif principal était d'apprécier les nouvelles variétés susceptibles d'apparaître sur le marché à l'horizon 2030 avec la question sous-jacente des orientations pouvant être prises par le MAAPRAT en fonction du mode d'obtention de ces variétés.

Dans le domaine des ressources génétiques animales, une analyse a été conduite sur les éléments de protection ressortant de la réglementation actuelle, à savoir protection de la ressource elle-même et de l'éleveur. Conjointement, les membres du groupe ont apporté leur appui aux travaux interministériels faisant suite aux accords de Nagoya sur la question de l'accès et du partage des avantages (APA) dans l'utilisation de ces ressources.

Maintien et développement de l'élevage à l'herbe selon les territoires : enjeux et perspectives

Thème transversal du programme de travail 2011, l'élevage à l'herbe est abordé dans plusieurs chantiers du CGAAER : une mission interministérielle sur la biodiversité et plusieurs missions et réflexions collectives conduites sur l'organisation des filières de ruminants. Il apparaît comme l'un des enjeux importants au regard de la future PAC ; le renforcement de la politique de maintien des prairies permanentes étant un objectif important du verdissement.

Un groupe de travail a été constitué pour approfondir la réflexion sur les enjeux de l'élevage à l'herbe. De premiers résultats ont été obtenus à partir de visites de terrain, de données scientifiques et d'auditions de spécialistes :

→ un point critique des connaissances, y compris sur les émissions de gaz à effet de serre par les élevages, sur le stockage de CO₂ par les prairies, et sur les différents éléments pouvant contribuer au bilan des impacts globaux des élevages sur l'environnement. De nombreuses études montrent ainsi que l'herbe est la base de systèmes fourragers permettant un partage de la valeur ajoutée favorable à l'éleveur, et réduisant sa vulnérabilité aux aléas économiques ;

→ une première analyse des enjeux de l'élevage à l'herbe selon les territoires aboutissant à une typologie des territoires concernés en France métropolitaine ;

→ une synthèse relative aux effets, sur l'herbe, des politiques agricoles des dernières années, ainsi que des propositions pour la future PAC 2014-2020 ;

→ des pistes pour la poursuite des travaux en 2012 comme les problèmes posés par la transmission des exploitations représentatives du bassin allaitant.

3. International

Le CGAAER a été à nouveau sollicité pour apporter l'expertise de ses membres aux projets à l'international et contribuer ainsi à la stratégie d'influence du MAAPRAT

Membre actif de l'ADECIA et de France vétérinaire internationale, il contribue à la mobilisation de l'expertise sur les programmes institutionnels financés au titre des politiques de pré-adhésion et de voisinage de l'Union européenne.

Outre la poursuite de coopérations en cours, dont la clôture du jumelage d'appui vétérinaire en Egypte et la participation à plusieurs missions TAIEX (Albanie, Algérie, Bulgarie, Egypte et Serbie), trois nouveaux jumelages dont le pilotage est assuré par un membre du CGAAER, ont été remportés en 2011 :

→ mise en place de services de conseil et de développement pour l'utilisation des fonds IPARD en Turquie ;

→ renforcement des capacités du centre national de recherche pour le développement de la pêche et de l'aquaculture en Algérie ;

→ renforcement du centre national de veille zoosanitaire en Tunisie.

De nouveaux programmes financés sur fonds européens ont également mobilisé l'expertise du CGAAER :

→ appui institutionnel au Tchad dans le domaine de l'inspection en abattoir ;

→ appui à la diversification économique en Algérie.

Le conseil général a également été sollicité par différentes institutions sur des projets portant sur son champ de compétences

→ participation à la mise en oeuvre du plan stratégique de l'OIE, dont la coordination du programme d'appui pour la législation vétérinaire ;

→ le ministère chargé des finances (DGTPE) a fait appel à l'expertise du conseil général pour l'évaluation de projets présentés pour financement RPE (Réserve pays émergents) dans les domaines de l'eau et de l'assainissement. Une mission a été conduite sur un projet concernant la Syrie ;

→ appui à la DATAR sur une mission de préparation d'un colloque sur l'aménagement du territoire en Chine.



LES RAPPORTS ET LES MISSIONS

The page features four thick, solid red horizontal bars that span the width of the page. They are positioned below the main title, in the middle of the page, and near the bottom, creating a rhythmic visual structure.

Les rapports

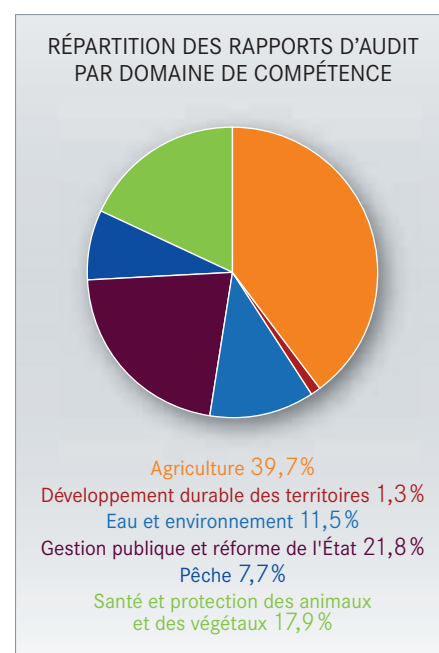
En 2011, 190 rapports (audits et missions temporaires) ont été définitivement rendus par les membres du CGAAER. Ces rapports peuvent correspondre à des missions effectuées avant 2011 et, a contrario, les rapports de certaines missions réalisées en 2011 ne seront rendus qu'en 2012.

Les rapports d'audit remis en 2011

78 rapports d'audit ont été rendus en 2011.

TABLEAU DU NOMBRE DE RAPPORTS D'AUDIT SELON LES DOMAINES DE COMPÉTENCE

Domaine	Thème d'audit	Nb Rapport
Agriculture	<ul style="list-style-type: none"> – Audits 2011: Identification et aides ovines et caprines – Audits 2010 - Identification et primes ovines et caprines – Audits 2010 dans le cadre de la CICC - Fonds structurels et développement rural - FEADER (CICC-FS) et FEP – Audit dans les interprofessions agricoles – Audits 2010 - Tutelle, organisation et fonctionnement des établissements départementaux de l'élevage (EDE) – Audits 2011 dans le cadre de la commission interministérielle de coordination des contrôles (CICC) – Audits 2010 - SIGC - Conditionnalité des aides – Audit 2010 - Contrôles de fertilisation – Audits 2011 : Conditionnalité des aides 	31
Développement durable des territoires	– Audits 2010 - Audits du CASDAR financements 2008	1
Eau et environnement	<ul style="list-style-type: none"> – Audits 2009 - Prévention des risques naturels – Audits 2010 - Risques naturels et hydrauliques – Audits 2010 - Mise en œuvre des polices de l'eau et des installations classées 	9
Gestion publique et réforme de l'État	<ul style="list-style-type: none"> – Audits du CASDAR 2011 – Audits 2010 - Audits budgétaires et comptables – Audits 2010 - Agrément des organismes payeurs & Audits 2010 - Chambres d'agriculture – Audits 2011 - Chambres d'agriculture 	17
Pêche	– Audits 2010 - Conditions d'attribution des concessions de cultures marines et des permis de mise en exploitation des navires	6
Santé et protection des animaux et des végétaux	<ul style="list-style-type: none"> – Audits 2008 - Sanitaire et phytosanitaire - Passeports phytosanitaires européens – Audits 2009 - Sanitaire et phytosanitaire - Contrôle des intrants dans les cultures végétales – Audits 2010 - Sanitaire et phytosanitaire - Contrôle de la bien traitance animale dans le secteur des établissements d'abattage d'animaux de boucherie – Audits 2010-2011 - Plans de surveillance et plans de contrôle – Audits 2010 - Gestion des foyers d'organismes nuisibles 	14
Total		78



LISTE DES RAPPORTS D'AUDIT RENDUS EN 2011 (RÉPARTIS PAR DOMAINE DE COMPÉTENCE)

DANS LE DOMAINE DE L'AGRICULTURE

Numéro	Titre du rapport
10083-04	Mise en œuvre de la conditionnalité des aides dans le département de l'Oise
11014-34	Audit FEP 2011 dans le cadre de la commission interministérielle de coordination des contrôles (CICC) en Guyane
10096-04	Audit de la tutelle, de l'organisation et du fonctionnement de l'Établissement de l'élevage interdépartemental de Poitou-Charentes
10096-05	Synthèse des audits réalisés en 2010 de la tutelle, de l'organisation et du fonctionnement des établissements de l'élevage
10095-99	Synthèse des audits réalisés en 2010 du suivi et du contrôle de l'identification des ovins et caprins et du traitement des demandes de primes ovines et caprines, de la mise en œuvre de la conditionnalité des aides et du contrôle de l'identification
10110-01	Mise en œuvre de la conditionnalité des aides dans les départements corses
11013-13	Suivi des suites données à la mission d'audit sur la mise en œuvre et du contrôle de l'identification ovine et caprine et des modalités de traitement des demandes de prime à la brebis dans le département des Pyrénées-Atlantiques
10096-01	Audit de la tutelle, de l'organisation et du fonctionnement de l'établissement de l'élevage (EdE) de la région Bretagne (pour ses missions d'identification des animaux) (décembre 2010)
11014-35	Audit FEP 2011 dans le cadre de la commission interministérielle de coordination des contrôles (CICC) à la Réunion
10083-05	Mise en œuvre de la conditionnalité des aides dans le département de Seine-et-Marne
10096-02	Audit de la tutelle, de l'organisation et du fonctionnement du service interdépartemental de l'élevage (EdE) de la chambre départementale d'agriculture de l'Aude (pour ses missions d'identification des animaux)
10116	Le contrôle de la réduction de la fertilisation azotée
10120-02	Audit Fonds structurels et développement rural (FEADER) en Aquitaine
11033-01	Audit du suivi et du contrôle de l'identification des ovins et caprins et du traitement des aides aux ovins et des aides aux caprins dans le département de l'Allier
11033-02	Audit du suivi et du contrôle de l'identification des ovins et caprins et du traitement des aides aux ovins et des aides aux caprins dans le département de l'Aveyron
11033-03	Audit du suivi et du contrôle de l'identification des ovins et caprins et du traitement des aides aux ovins et des aides aux caprins dans le département du Lot
11033-10	Suivi des suites données aux recommandations figurant dans le rapport d'audit de la mise en œuvre et du contrôle de l'identification ovine et caprine et des modalités de traitement des demandes de primes à la brebis dans le département de la Dordogne
11033-20	Suivi des suites données à l'audit de la gestion des mouvements de droits à paiement unique dans le département de l'Aveyron
11033-21	Suivi des suites données à l'audit de la gestion des mouvements de droits à paiement unique dans le département du Gers
11033-23	Suites données à l'audit de la mise en œuvre des droits à paiement unique dans le département du Vaucluse du 19 au 22 octobre 2009
11013-02	Audit de la mise en œuvre de la conditionnalité des aides dans le département de Loire-Atlantique
11013-03	Audit de la mise en œuvre de la conditionnalité des aides dans le département du Loiret
11013-05	Audit de la mise en œuvre de la conditionnalité des aides dans le département des Yvelines
11013-12	Suites données à l'audit de la mise en œuvre de la conditionnalité dans le département du Morbihan du 29 juin au 3 juillet 2009
10083-11	Suivi des suites données à l'audit sur la mise en œuvre de la conditionnalité des aides dans le département de Charente-Maritime (campagne 2008)
11014-01	Audit FEADER 2011 dans le cadre de la commission interministérielle de coordination des contrôles (CICC) en Rhône-Alpes
11014-32	Audit FEP 2011 dans le cadre de la commission interministérielle de coordination des contrôles (CICC) : DPMA
11014-03	Audit FEADER 2011 dans le cadre de la commission interministérielle de coordination des contrôles (CICC) en Lorraine
11014-04	Audit FEADER 2011 dans le cadre de la commission interministérielle de coordination des contrôles (CICC) en Guyane

DANS LE DOMAINE DU DÉVELOPPEMENT DURABLE DES TERRITOIRES

Numéro	Titre du rapport
10122-05	Contrôle des organismes bénéficiaires des subventions financées par le compte d'affectation spéciale développement agricole et rural. Programme de développement agricole de la région Midi-Pyrénées de l'année 2008

DANS LE DOMAINE DE L'EAU ET DE L'ENVIRONNEMENT

Numéro	Titre du rapport
10122-05	Audit de la mise en œuvre de la politique de prévention des risques naturels et hydrauliques dans le département du Finistère
10099-04	Audit de la mise en œuvre de la politique et de la police de l'eau dans le département du Gers
10098-01	Audit de la mise en œuvre de la politique de prévention des risques naturels et hydrauliques dans le département du Cher
10098-02	Audit de la mise en œuvre de la politique de prévention des risques naturels et hydrauliques dans le département de l'Indre
10098-03	Audit de la mise en œuvre de la politique de prévention des risques naturels et hydrauliques dans le département de la Mayenne
10098-04	Audit de la mise en œuvre de la politique de prévention des risques naturels et hydrauliques dans le département de l'Oise
10098-06	Audit de la mise en œuvre de la politique de prévention des risques naturels et hydrauliques dans le département de la Sarthe
10098-07	Audit de la mise en œuvre de la politique de prévention des risques naturels et hydrauliques dans le territoire de Belfort
1852-07	Audit de la mise en œuvre de la politique de prévention des risques naturels et hydrauliques dans le département du Gard

DANS LE DOMAINE DE LA GESTION PUBLIQUE ET DE LA RÉFORME DE L'ÉTAT

Numéro	Titre du rapport
11065-11	Audit de la chambre d'agriculture de la Réunion
11065-10	Audit de la chambre d'agriculture de la Guadeloupe
10100-01	Audit de la chambre régionale d'agriculture de Bourgogne
10100-03	Audit de la chambre régionale d'agriculture du Limousin
10100-02	Audit de la chambre d'agriculture de la Nièvre
10100-05	Audit de la chambre régionale d'agriculture de Lorraine
10100-06	Audit de la chambre départementale d'agriculture des Vosges
10100-07	Audit de la chambre régionale d'agriculture de Midi-Pyrénées
10100-09	Audit de la chambre départementale d'agriculture des Hautes-Pyrénées
10100-10	Audit de la chambre d'agriculture de Normandie
10100-11	Audit de la chambre d'agriculture du Calvados
10123-03	Audit partenarial du dispositif de fiabilisation du processus comptable et financier concernant les subventions et les bourses de l'enseignement agricole
10097-05	Aide riz et affouragement Guyane (24 janvier 2011)
11036-01	Rapport concernant l'Institut technique de la betterave (ITB) et l'Association de recherche technique betteravière (ARTB)
11036-01	Contrôle des organismes bénéficiaires des subventions financées par le compte d'affectation spéciale « développement agricole et rural » Programme de développement agricole et rural réalisé en 2009 par la chambre d'agriculture de la Réunion
10097-06	Faisabilité de l'extension de l'agrément de l'ODEADOM au paiement de certaines aides du POSEI
11036-07	Mission d'expertise du mode de calcul des charges indirectes à ESA d'Angers dans le cadre des financements CASDAR

DANS LE DOMAINE DE LA PÊCHE

Numéro	Titre du rapport
10186-11	Synthèse des audits des conditions d'attribution des permis de mise en exploitation des navires de pêche
10186-10	Synthèse des audits des conditions d'attribution des concessions de cultures marines
10186-06	Audit des conditions d'attribution des permis de mise en exploitation des navires de pêche dans le ressort de la direction inter régionale de la mer nord Atlantique Manche ouest et le département du Morbihan
10186-07	Audit des conditions d'attribution des permis de mise en exploitation des navires de pêche dans le ressort de la direction inter régionale de la mer Méditerranée
10186-08	Audit des conditions d'attribution des concessions de cultures marines dans le département de l'Hérault
10186-09	Audit des conditions d'attribution des concessions de cultures marines dans le département des Bouches-du-Rhône

DANS LE DOMAINE DE LA SANTÉ ET DE LA PROTECTION DES ANIMAUX ET DES VÉGÉTAUX

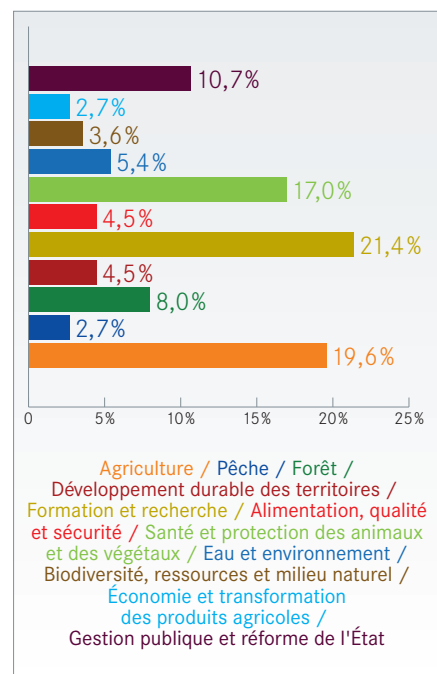
Numéro	Titre du rapport
10035-99	Audit portant sur le contrôle de la bienveillance animale en abattoir d'animaux de boucherie
10035-99	Éléments de conseils découlant de l'audit portant sur le contrôle de la bienveillance animale en abattoir d'animaux de boucherie
10211-05	Audit portant sur la conformité de mise en œuvre, la pertinence et la performance face aux objectifs assignés des plans de surveillance et plans de contrôle du domaine vétérinaire et phytosanitaire : poste d'inspection frontalier du Havre
10211-03	Audit portant sur la conformité de mise en œuvre, la pertinence et la performance face aux objectifs assignés des plans de surveillance et plans de contrôle du domaine vétérinaire et phytosanitaire : région Basse-Normandie
1996-06	Audit interne du contrôle des intrants en production végétale
10212-01	Audit sur la gestion de foyers d'organismes nuisibles aux végétaux en Corse du 24 au 28 janvier 2011
10212-02	Audit sur la gestion de foyers d'organismes nuisibles aux végétaux en Haute-Normandie du 24 au 28 janvier 2011
10212-04	Audit sur la gestion de foyers d'organismes nuisibles aux végétaux en Aquitaine du 28 février au 4 mars 2011
10212-03	Audit sur la gestion de foyers d'organismes nuisibles aux végétaux en région Rhône-Alpes
10212-05	Audit sur la gestion des foyers d'organismes nuisibles aux végétaux en Midi-Pyrénées du 20 au 23 juin 2011
10211-04	Audit portant sur la conformité de mise en œuvre, la pertinence et la performance face aux objectifs assignés des plans de surveillance et plans de contrôle du domaine vétérinaire et phytosanitaire : région Rhône-Alpes
10211-02	Audit portant sur la conformité de mise en œuvre, la pertinence et la performance face aux objectifs assignés des plans de surveillance et plans de contrôle du domaine vétérinaire et phytosanitaire : région Aquitaine
10211-01	Audit portant sur la conformité de mise en œuvre, la pertinence et la performance face aux objectifs assignés des plans de surveillance et plans de contrôle du domaine vétérinaire et phytosanitaire : région Nord Pas-de-Calais
1658	Mise en œuvre du passeport phytosanitaire européen à la DGAL

Les rapports des missions temporaires remis en 2011

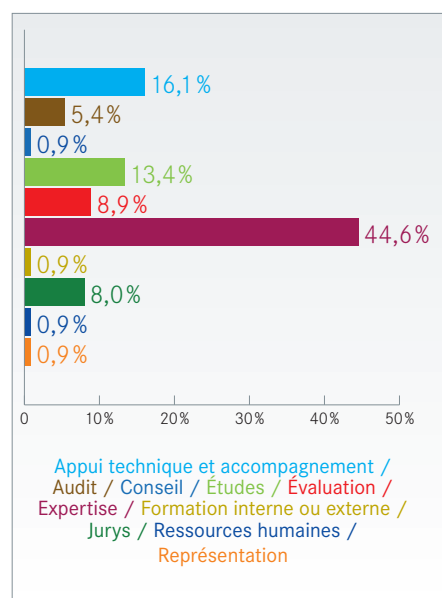
112 rapports, hors missions d'audits, ont été rendus.

RÉPARTITION DES RAPPORTS DES MISSIONS TEMPORAIRES CLASSÉS PAR DOMAINE

Domaine de compétence	Europe	International	National	Outre-mer	Total
Agriculture	1	2	14	5	22
Pêche	0	0	2	1	3
Forêt	0	1	6	2	9
Développement durable des territoires	0	0	4	1	5
Formation et recherche	3	0	21	0	24
Alimentation, qualité et sécurité	0	1	4	0	5
Santé et protection des animaux et des végétaux	0	8	11	0	19
Eau et environnement	0	1	5	0	6
Biodiversité, ressources et milieu naturel	1	0	3	0	4
Économie et transformation des produits agricoles	0	0	3	0	3
Gestion publique et réforme de l'État	0	0	12	0	12
Total	5	13	85	9	112



RÉPARTITION DES RAPPORTS DES MISSIONS TEMPORAIRES CLASSÉS PAR MÉTIERS



Métier	Rapports
Appui technique et accompagnement	18
Audit	6
Conseil	1
Études	15
Évaluation	10
Expertise	50
Formation interne ou externe	1
Jurys	9
Ressources humaines	1
Représentation	1
Total	112

LISTE DES RAPPORTS DES MISSIONS TEMPORAIRES RENDUS PAR LE CGAAER EN 2011

DANS LE DOMAINE DE L'AGRICULTURE

Numéro	Titre du rapport
10205	Analyse stratégique de la filière bovine française par bassins de production
10188	Bilan des conventions liant le ministère de l'agriculture, de l'alimentation, de la pêche, de la ruralité et de l'aménagement du territoire, et la Polynésie française
11051	Situation de la filière laitière du Massif Central - Perspectives d'avenir
10030	Audit de la stratégie des acteurs locaux du pôle VITAGORA
10227	Filière abattoir : synthèse des études et données économiques et sanitaires disponibles fin 2010
10124	Haïti La coopération agricole (rapport d'étape)
11019	Rapport concernant la crise dans le vignoble du muscadet
10159	Quelles perspectives pour un plan de relance des protéines végétales en France
10152	Inondations dans le Var
11080	Étude des normes nationales applicables aux exploitations agricoles françaises dans les domaines environnemental et sanitaire, et prises en application de la réglementation européenne et qui génèrent des contraintes spécifiques
10147	Appui au ministère de l'agriculture et du développement rural pour le développement de l'Observatoire des filières agricoles et agroalimentaires de l'INRAA
1978-01	Compte-rendu de mission à la Réunion sur la valorisation de la biomasse
11072	Le Dakar agricole
2087	Réflexions sur l'avenir de l'agriculture de la Haute-Loire
11030	La gouvernance du secteur des fruits et des légumes
11039	Analyse des projets de méthanisation en agriculture - Suivi des projets financés par les appels à projets 2009 et 2010
11045	Leviers d'action pour la modernisation et la restructuration du secteur des abattoirs
10088	Rôle et fonctionnement des chambres d'agriculture d'outre-mer
1978-02	La biomasse, source de "croissance verte" pour la Guyane
10187	Préparation du recensement général agricole en Polynésie française
11107	Gouvernance de la filière pruneau - mission de médiation
11133	Évaluation des dispositions spécifiques prévues par la Directive EnR au profit des biocarburants et bioliquides issus de déchets et résidus.

DANS LE DOMAINE DE L'ALIMENTATION, DE LA QUALITÉ ET DE LA SÉCURITÉ

Numéro	Titre du rapport
10149	Valorisation du patrimoine alimentaire et culinaire
10173	Mission d'appui à l'INAO
10154	Mise en place des maisons de l'alimentation
11031	La valorisation des produits agricoles par les systèmes de qualité en Algérie
1136-02	Rapport du groupe de travail ad hoc « Eau » « Gestion de la ressource en eau en situation post-accidentelle nucléaire »

DANS LE DOMAINE DE LA BIODIVERSITÉ, DES RESSOURCES ET DU MILIEU NATUREL

Numéro	Titre du rapport
10043	Réforme de la réglementation de la pêche en eau douce
10170	Mission de parangonnage (Allemagne, Espagne, Italie, Royaume-Uni) sur les mesures de protection de la biodiversité "ordinaire" liées à l'activité agricole
10207	Réserve naturelle nationale de l'estuaire de la Seine
10207	Réserve naturelle nationale de l'estuaire de la Seine Note de synthèse (pré rapport)

DANS LE DOMAINE DU DÉVELOPPEMENT DURABLE DES TERRITOIRES

Numéro	Titre du rapport
10126	Opérateurs fonciers et installation en agriculture dans les départements d'outre-mer et à Mayotte
10078-01	Audit du parc naturel national des Pyrénées
10150	Élection des assesseurs des tribunaux paritaires des baux ruraux
10224	Rapport sur le service de restauration des terrains de montagne (RTM)
10078-02	Audit du Parc national de la Vanoise

DANS LE DOMAINE DE L'EAU ET ENVIRONNEMENT

Numéro	Titre du rapport
11016	Identification de projets dans le secteur de l'eau potable et de l'assainissement en Syrie
10135	Appropriation des enjeux et mise en œuvre de la directive cadre sur l'eau (DCE) dans le secteur agricole Enseignements à partir de six études de cas
10199	Retenues de stockage d'eau Bassin Adour-Garonne
11164	La simplification des dossiers et des contrôles environnementaux en élevage
1911	Mise en place des programmes de protection des aires d'alimentation des captages pour l'eau potable
10052-01	Groupe de travail sur l'agriculture durable - sous-groupe « soutien à l'installation »

DANS LE DOMAINE DE L'ÉCONOMIE ET DE LA TRANSFORMATION DES PRODUITS AGRICOLES

Numéro	Titre du rapport
10037	Analyse comparée de la compétitivité des industries agroalimentaires françaises par rapport à leurs concurrentes européennes
11053	Stratégie nationale de promotion des produits agricoles et agroalimentaires
11111	Avenir de la zone Fourme de Montbrison. Situation particulière de l'entreprise Forez Fourme et de la coopérative de vente du lait des Monts du Forez

DANS LE DOMAINE DE LA FORÊT

Numéro	Titre du rapport
11082	Ressource disponible et conditions d'approvisionnement des unités de transformation des bois résineux en Bourgogne
11159	Les recommandations de la mission d'appui, suite aux incendies de forêt de la Réunion
2092	Rapport sur l'Union internationale des organismes de recherche forestière (IUFRO)
11165	Reconstitution de la forêt des Hauts de l'ouest et valorisation des bois brûlés suite à l'incendie du Maïdo en 2011 dans l'île de la Réunion
10183	Le modèle économique de l'Office national des forêts
10151	Filières et entreprises de la trituration du bois en France
10210	Analyse de la structure et des activités du Centre national de la propriété forestière (CNPF) et préparation de son contrat d'objectifs et de performance
11054	Mission d'expertise sur les méthodes de l'Inventaire forestier national (IFN)
11073	Mission conjointe du CGAAER et du CGEDD sur l'accompagnement de la création d'un boisement au nord ouest de Paris sur la plaine de Bessancourt et Pierrelaye (Val d'Oise)

DANS LE DOMAINE DE LA FORMATION ET DE LA RECHERCHE

Numéro	Titre du rapport
10189	Mission d'évaluation des trois thèmes des actions 1 et 6 du contrat d'objectifs 2009-2013 entre l'ACTA, fédérant les instituts techniques agricoles et le ministère chargé de l'agriculture
10020	Rapport relatif à l'expérimentation portant sur le "Certiphyto 2009-2010" et au certificat individuel DAPA
10001-03	Rapport du président de jury du Brevet de Technicien Supérieur Agricole option Analyse et conduite de systèmes d'exploitation (session 2010)
10001-04	Rapport du président de jury du Brevet de technicien supérieur agricole option Technico-commercial (session 2010)
10001-08	Rapport du président de jury du brevet de technicien supérieur agricole option Gestion Forestière (session 2010)
10001-10	Rapport du président de jury du Brevet de technicien supérieur agricole option "Gestion et protection de la nature" (session 2010)
10001-13	Rapport du président de jury du Brevet de technicien supérieur agricole option IAA (sessions de juin et de septembre 2010)
10001-14	B TSA Aquaculture - session 2010 - Rapport de synthèse (octobre 2010)
10230	Étude comparée des formations vétérinaires en Europe
10175	Évaluation du Groupement d'intérêt scientifique GIS Sol
10104	Plans de professionnalisation personnalisés - évaluation de leur mise en place
10144	Audit de la comptabilité analytique du CEMAGREF
11078	Analyse de la situation financière de l'ENV d'Alfort
10016	Bilan du fonctionnement des pôles de compétitivité agricoles et agroalimentaires
10026	Le cadre juridique européen du système de connaissances agricoles (SCA) (Recherche-formation-développement agricoles)
10027	Les formations doctorales et l'enseignement supérieur agricole
10230-01	Étude comparée des formations vétérinaires en Europe (rapport d'étape)
2052-02	Plan d'adaptation pour les métiers de la croissance verte agriculture-forêt-paysage
11001-03	Rapport du président de jury du Brevet de technicien supérieur agricole option ACSE Analyse et conduite des systèmes d'exploitation (session 2011)
11001-08	Rapport du président de jury du Brevet de technicien supérieur agricole option gestion forestière (session 2011)
11001-14	Rapport du président de jury du Brevet de technicien supérieur agricole option Aquaculture (session 2011)
3011	Bilan de la mission de suivi du dispositif "chefs de projet de partenariat en EPLEFPA" (novembre 2010)
1947	Mission d'étude "Adéquation emploi-formation" dans la filière forêt (décembre 2010)
3011-01	Compte rendu de visite concernant un chef de projet en affectation opérationnelle à l'EPLEFPA de la Guyane

DANS LE DOMAINE DE LA GESTION PUBLIQUE ET DE LA RÉFORME DE L'ÉTAT

Numéro	Titre du rapport
10071-99	Synthèse des évaluations d'études à l'entreprise effectuées par le CGAAER en 2010
10193	Audit financier de l'ENFA
10191	La place des corps d'ingénieurs ITPE - IAE - ITM - ITGCE dans les services de l'État
10180-01	Retour d'expérience sur la mise en place des directions départementales interministérielles - Tome I
10180-02	Retour d'expérience sur la mise en place des directions départementales interministérielles - Tome II
10161	Mettre en place la fonction d'audit interne au Ministère
10138	Emploi des cadres seniors du ministère de l'agriculture
11049-01	Rapport d'évaluation de l'étude prospective sur la valorisation des sous-produits animaux
10226	Rapport sur l'évaluation filialisation de l'activité / Haras nationaux conseil ingénierie (HNCI) (Service de l'institut français du cheval et de l'équitation)
11047	Mutualisation des fonctions supports dans les EPLEFPA
11066	État des lieux du dialogue de gestion du point de vue des directions départementales interministérielles
11049-02	Évaluation monétaire des externalités agricoles

DANS LE DOMAINE DE LA PÊCHE

Numéro	Titre du rapport
10194-01	Sélection collective d'huîtres creuses à des fins de repeuplement dirigé
11046	Mission d'audit auprès de la société "SPM Seafoods International" à St Pierre et Miquelon du 12 au 21 mars 2011
11116	Organisation des opérations de repeuplement d'anguilles en France

DANS LE DOMAINE DE LA SANTÉ ET DE LA PROTECTION DES ANIMAUX ET DES VÉGÉTAUX

Numéro	Titre du rapport
11043-01	Production des sous-produits animaux et utilisation des produits dérivés en France
10202	Stations expérimentales des DRAAF/SRAL
2030	Mission de suivi et d'évaluation de la mise en œuvre territoriale du plan Ecophyto 2018
11076	Synthèse des travaux d'expertise menés sur le secteur de Grez-en-Bouère (53), à la suite d'une contamination d'élevages par des PCB-DL
10217-02	Compte rendu de mission - Séminaire régional sur le processus PVS de l'OIE - Kigali RWANDA
10217	Participation du CGAAER à la Conférence mondiale sur la législation vétérinaire l'atelier de formation des experts de l'OIE en législation vétérinaire la mission d'appui pour la législation vétérinaire en Mauritanie
10218	Participation du CGAAER à la Conférence mondiale sur la législation vétérinaire, l'atelier de formation des experts de l'OIE en législation vétérinaire, la mission d'appui pour la législation vétérinaire en Mauritanie
11167	La protection animale en abattoir : la question particulière de l'abattage rituel
11067	Compte-rendu de mission "École inter-États des sciences et médecine vétérinaire de Dakar » (EISMV) - Intervention dans le Master 2 Santé publique vétérinaire spécialité "vétérinaire officiel"
11040	Le suivi des produits phyto-pharmaceutiques après autorisation de mise sur le marché
11041	Le suivi post-autorisation de mise sur le marché du médicament vétérinaire
11059	Mission d'inspection relative au fonctionnement de la Direction départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations (DDCSPP) de l'Indre en relation avec l'inspection de l'abattoir du Boischaault à Lacs
11074	Conséquences sur la commercialisation des animaux de l'application de la procédure canalisée avec rebouclage à un cas de tremblante ovine atypique dans le département de l'Allier
10217-03	Compte rendu de mission - Exécution de la Convention d'appui pour la législation vétérinaire au Liban

DANS LE DOMAINE DE L'APPUI TECHNIQUE ET DE L'ACCOMPAGNEMENT

Numéro	Titre du rapport
10217-04	Compte rendu de mission d'appui à l'OIE - Élaboration d'un programme international de formation à l'environnement institutionnel et juridique du cadre de la santé publique vétérinaire
11086	Programme communautaire d'appui à la diversification économique en Algérie (DIVECO) Identification des conditions de mise en œuvre de l'appui aux contrôles vétérinaires
11095	Appui institutionnel à la DSV au Tchad pour le renforcement des capacités en matière d'inspection des denrées d'origine animale et de contrôle des structures d'abattage (phase 1)
11112	Rapport d'étape sur la maîtrise des pollutions (virales) pouvant affecter la qualité des coquillages produits dans l'étang de Thau (Hérault)
11043-02	Étude des filières de production des sous-produits animaux et d'utilisation des produits dérivés en France

Les missions

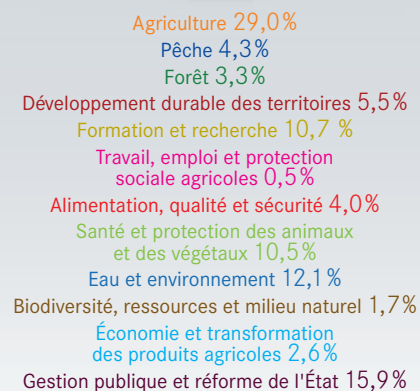
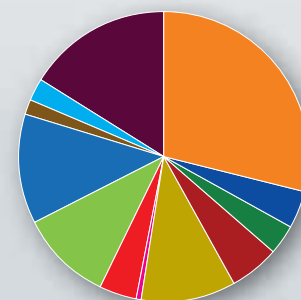
Données générales sur les missions

En 2011 le Conseil général a effectué 421 missions (130 missions d'inspection ou d'audit et 291 missions à caractère temporaire) sur de sujets très divers.

TABLEAU DU NOMBRE DE RAPPORTS D'AUDIT SELON LES DOMAINES DE COMPÉTENCE

Domaine	Nombre de missions temporaires	Nombre d'audits	Nombre total
Agriculture	72	50	122
Alimentation, qualité et sécurité	17	0	17
Biodiversité, ressources et milieu naturel	7	0	7
Développement durable des territoires	20	3	23
Eau et environnement	12	39	51
Économie et transformation des produits agricoles	11	0	11
Forêt	14	0	14
Formation et recherche	45	0	45
Gestion publique et réforme de l'État	40	27	67
Pêche	10	8	18
Santé et protection des animaux et des végétaux	41	3	44
Travail, emploi et protection sociale agricoles	2	0	2
Total	291	130	421

RÉPARTITION DES RAPPORTS D'AUDIT PAR DOMAINE DE COMPÉTENCE

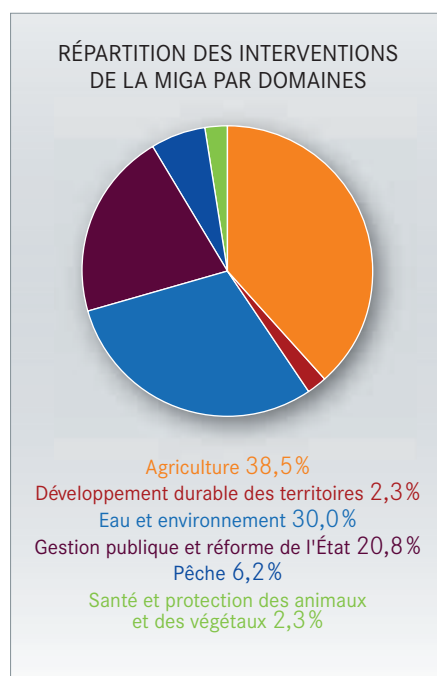


Les missions d'inspection générale et d'audit

La Mission d'inspection générale et d'audit du CGAAER a réalisé 130 missions, nécessitant la désignation de 63 auditeurs et 206 participations de ceux-ci.

RÉPARTITION PAR DOMAINE DES MISSIONS RÉALISÉES EN 2011 PAR LA MIGA

Domaine	Thème d'audit
Agriculture	<ul style="list-style-type: none"> – Audits 2011- Identification et aides ovines et caprines – Audits 2011- Identification et primes animales dans les DOM – Audits 2010 - Identification et primes ovines et caprines – Audit dans les interprofessions agricoles – Audits 2011- Tutelle, organisation et fonctionnement des établissements de l'élevage (EDE) – Audits 2010 - Tutelle, organisation et fonctionnement des établissements départementaux de l'élevage (EDE) – Audits 2011 dans le cadre de la commission interministérielle de coordination des contrôles (CICC) – Audits 2010 - Contrôles de fertilisation – Audits 2011 - Conditionnalité des aides
Développement durable des territoires	<ul style="list-style-type: none"> – Audits 2010 - Audits du CASDAR financements 2008
Eau et environnement	<ul style="list-style-type: none"> – Audits 2010 - Risques naturels et hydrauliques – Audits 2011 : Risques naturels et hydrauliques – Audits 2011 Eau et biodiversité
Gestion publique et réforme de l'État	<ul style="list-style-type: none"> – Audits du CASDAR 2011 – Audits 2010-2011 - Programmes LOLF - Interministériels (CIAP 8^{ème} cycle) (octobre 2010 - juin 2011) – Audits 2010 - Audits budgétaires et comptables – Audits 2011 - Audits budgétaires et comptables – Audits 2011 - Chambres d'agriculture – Audits 2011-2012 - Programmes LOLF - Interministériels (CIAP 9^{ème} cycle) (octobre 2011 - juin 2012)
Pêche	<ul style="list-style-type: none"> – Audits 2010 - Conditions d'attribution des concessions de cultures marines et des permis de mise en exploitation des navires – Audits 2011 - Inspection de second niveau des services impliqués dans le régime de contrôle applicable à la politique commune de la pêche – Audits 2011 - Agrément des organismes payeurs
Santé et protection des animaux et des végétaux	<ul style="list-style-type: none"> – Audits 2010 - Sanitaire et phytosanitaire - Contrôle d'une délégation de service public dans le domaine du transport des denrées alimentaires (CEMAFROID) – Audits 2009 - Sanitaire et phytosanitaire - Contrôle des intrants dans les cultures végétales – Audits 2011 - Certification à l'exportation dans les domaines vétérinaire et phytosanitaire – Audits 2011 - Audits des suites de l'inspection



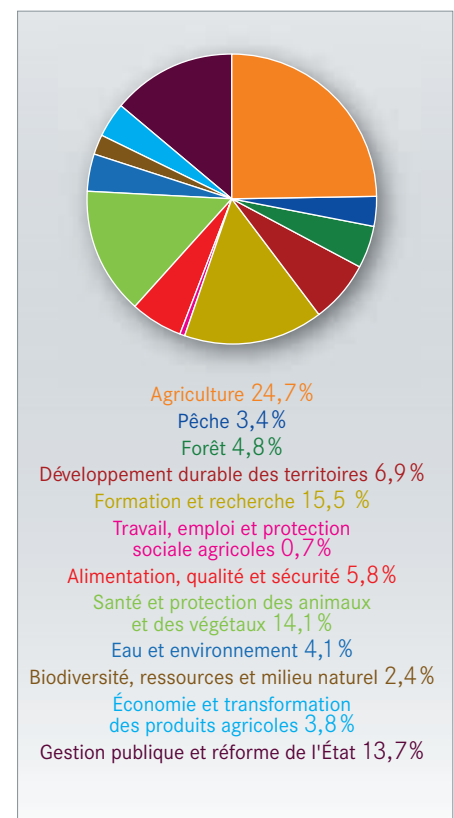
Les missions temporaires

Sur les 142 missions temporaires reçues en 2011 par le Conseil général, 74 ont été demandées directement par le ministre de l'agriculture, de l'alimentation, de la pêche, de la ruralité et de l'aménagement du territoire, 31 par les directions générales du MAAPRAT, 15 par auto saisine du CGAAER, 3 par d'autres ministres, 11 par des organisations internationales et 8 par d'autres commanditaires. 20 de ces missions ont été réalisées conjointement avec une autre structure d'inspection.

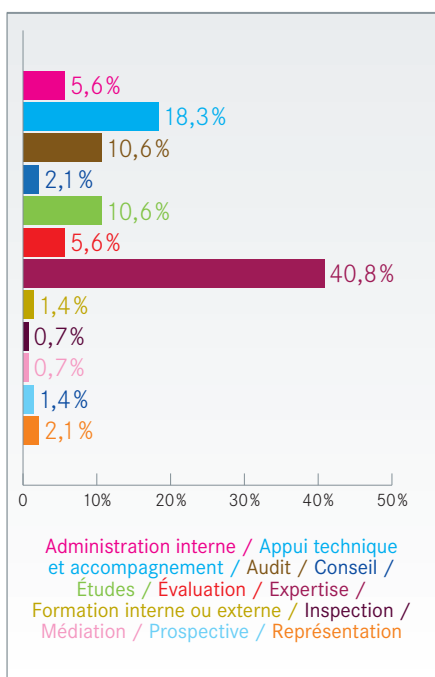
Nombre de missions en cours au 1 ^{er} janvier 2011	149
Nombre de missions nouvelles en 2011	142
Nombre total de missions temporaires actives en 2011	291

RÉPARTITION PAR DOMAINE DES MISSIONS TEMPORAIRES EFFECTUÉES EN 2011

Domaine	Nb de missions
Agriculture	72
Pêche	10
Forêt	14
Développement durable des territoires	20
Formation et recherche	45
Travail, emploi et protection sociale agricoles	2
Alimentation, qualité et sécurité	17
Santé et protection des animaux et des végétaux	41
Eau et environnement	12
Biodiversité, ressources et milieu naturel	7
Économie et transformation des produits agricoles	11
Gestion publique et réforme de l'État	40



RÉPARTITION DES RAPPORTS DES MISSIONS TEMPORAIRES CLASSÉS PAR MÉTIERS



Métier	Nb de Missions
Administration interne	8
Appui technique et accompagnement	26
Audit	15
Conseil	3
Études	15
Évaluation	8
Expertise	58
Formation interne ou externe	2
Inspection	1
Médiation	1
Prospective	2
Représentation	3

Liste des missions nouvelles reçues en 2011 ne faisant pas l'objet de rapport du conseil général

MISSIONS CGAAER SANS RAPPORT

DANS LE DOMAINE DE L'AGRICULTURE

Numéro	Libellé	Niveau
11023	Groupe de travail préparatoire de l'atelier 1 du séminaire du CGAAER sur les fondamentaux des systèmes d'exploitation agricole : Construction et accompagnement des compétences	National
11024	Groupe de travail préparatoire de l'atelier 2 du séminaire du CGAAER sur les fondamentaux des systèmes d'exploitation agricole : Liens avec le marché	National
11025	Groupe de travail préparatoire de l'atelier 3 du séminaire du CGAAER sur les fondamentaux des systèmes d'exploitation agricole : Capitaux	National
11026	Groupe de travail préparatoire de l'atelier 4 du séminaire du CGAAER sur les fondamentaux des systèmes d'exploitation agricole : Exploitation : son territoire et son environnement	National
11048	Appui au Médiateur des contrats	National
11052	Task-force : groupe de réflexion sur les missions sur la compétitivité des filières animales (y compris les abattoirs)	National
11055	Formations en Albanie sur le secteur viticole des 18 et 19 avril 2011 (mission TAIEX)	Européen
11123	Participation en qualité de chef de projet à la déclaration d'intérêt puis conduite du jumelage en Algérie visant le renforcement des capacités du Centre national de recherche et développement pour la pêche et l'aquaculture (CNRDPA)	International
11145	Appui à la DGPAAT pour le suivi de l'élaboration de la politique sur l'oenotourisme, la mise en œuvre du Prix du Label et le suivi du Conseil Supérieur de l'Oenotourisme (CSO)	National
11161	Participation à mission préparatoire à la mise en œuvre du projet de mémorandum franco-serbe organisée par la DGPAAT	Européen
11174	Coordination ministérielle du plan d'action abeilles	National

DANS LE DOMAINE DE LA PÊCHE

Numéro	Libellé	Niveau
11094	Accompagnement de la restructuration de la filière pêche à Saint Pierre et Miquelon	Outre-mer

DANS LE DOMAINE DE LA FORÊT

Numéro	Libellé	Niveau
11057	Appui à la DGPAAT pour la préparation des manifestations dans le cadre de l'année internationale des forêts	National
11127	Commission d'évaluation du GIP ECOFOR	National

DANS LE DOMAINE DU DÉVELOPPEMENT DURABLE DES TERRITOIRES

Numéro	Libellé	Niveau
11096	Participation à la mission d'appui au Préfet de la région Aquitaine chargé de déterminer le cadre géographique de la démarche de directive territoriale d'aménagement et de développement durable	National
11126	Mission DATAR colloque franco-chinois sur l'aménagement du territoire	International

DANS LE DOMAINE DE L'ALIMENTATION, DE LA QUALITÉ ET DE LA SÉCURITÉ SANITAIRE

Numéro	Libellé	Niveau
11089	Expertise des dossiers dans le cadre de l'appel à projet national lancé dans le cadre du programme national pour l'alimentation	National
11102	Suivi du débat public sur les nanotechnologies	National
11141	Projet OIE/Commission européenne BTSF Afrique : formateur au séminaire sous-régional de l'OIE sur la législation vétérinaire pour les délégués et points focaux nationaux à Gaborone (Botswana), 31 octobre - 2 novembre 2011	International

DANS LE DOMAINE DE LA SANTÉ ET DE LA PROTECTION DES ANIMAUX ET DES VÉGÉTAUX

Numéro	Libellé	Niveau
11015	Pilotage des quatre groupes de travail du comité national de coordination pour un usage raisonné des antibiotiques en médecine vétérinaire	National
11068	Programme communautaire BTSF : formation à l'audit interne	International
11077	Mission de prospection en vue de la rédaction de la réponse à un projet de jumelage en Serbie sur la sécurité sanitaire des aliments et le bien-être animal	Européen

DANS LE DOMAINE DE L'EAU ET DE L'ENVIRONNEMENT

Numéro	Libellé	Niveau
11163	Actions de formation dans le cadre du marché d'assistance technique en Turquie. Assistance technique pour la mise en œuvre de la Directive nitrates	International

DANS LE DOMAINE DE LA GESTION PUBLIQUE ET RÉFORME DE L'ÉTAT

Numéro	Libellé	Niveau
11021	Mission de médiation à la chambre régionale d'agriculture de Languedoc-Roussillon	National
11029	Audit du GIP ADECIA	National
11117	Appui au Directeur général de l'ONF pour l'accompagnement de la mise en œuvre du plan national de proximité destiné à amplifier la prévention des risques psycho-sociaux au sein de l'ONF	National
11139	Évolution du système d'information du CGAAER ; constitution d'un groupe de projet	National
11155	Appui méthodologique et technique à la Direction de l'ONF	National
11166	Évaluation des services vétérinaires : stage de formation à l'audit PVS et audits dans différents pays de l'Union européenne	Européen

MISSIONS AVEC RAPPORT NON CGAAER (RAPPORTS AUXQUELS LE CGAAER A APPORTÉ SON APPUI)

DANS LE DOMAINE DE L'AGRICULTURE

Numéro	Libellé	Niveau
11018	Membre du groupe de travail « prospective sur l'avenir des métiers de l'agriculture » du Centre d'études et de prospective	National
11090	Appui à M. Daniel Augereau chargé par le Premier ministre d'une mission sur l'évolution de l'organisation de l'institution des courses	National
11099	Préparation de la réponse à l'offre puis conduite du jumelage communautaire court avec la Turquie sur le renforcement des capacités institutionnelles et opérationnelles des services publics et privés de vulgarisation et de conseil agricole	International

DANS LE DOMAINE DU DÉVELOPPEMENT DURABLE DES TERRITOIRES

Numéro	Libellé	Niveau
11028	Appui à la DATAR pour l'élaboration des futurs programmes plurirégionaux de massif pour la période 2014/2020	National
11092	Appui à M. Antoine Rufenacht, Commissaire général pour le développement de la Vallée de la Seine	National
11154	Appui aux députés Pierre Morel-à-L'Huissier, Etienne Blanc, Daniel Fasquelle et Yannick Favennec chargés par le Premier ministre d'une mission sur les normes réglementaires applicables aux collectivités territoriales et aux acteurs locaux	National
11156	Appui au député Pierre Morel-à-L'Huissier chargé par le Premier ministre d'une mission d'évaluation sur les dispositifs mis en place afin de réduire la consommation de terres agricoles	National

DANS LE DOMAINE DE LA SANTÉ ET DE LA PROTECTION DES ANIMAUX ET DES VÉGÉTAUX

Numéro	Libellé	Niveau
11081	Jumelage (TU ENP AP HE 33) avec la Tunisie sur l'épidémiologie des maladies animales : renforcement des capacités du Centre National de Veille Zoosanitaire « CNVZ ».	International
11098	Mission d'études techniques ex-post du jumelage Renforcement des services vétérinaires en Tunisie	International

DANS LE DOMAINE DE L'EAU ET DE L'ENVIRONNEMENT

Numéro	Libellé	Niveau
11136	Observatoire des Missions et des Métiers - Conduite de l'analyse de l'OMM de la rénovation des filières dites stratégiques de l'animation, pilotage et coordination des services et de l'élaboration et du pilotage des politiques publiques.	National
11157	Observatoire des Missions et des Métiers - Présidence de l'étude de l'OMM sur les compétences techniques nécessaires à la mise en œuvre des politiques publiques du MAAPRAT.	National

Liste des missions nouvelles reçues et débutées en 2011 pour un rapport ultérieur

(LES MISSIONS REÇUES EN 2010 ET AYANT DONNÉ LIEU À UN RAPPORT DANS L'ANNÉE FIGURENT AU TABLEAU DES RAPPORTS DES MISSIONS TEMPORAIRES)

DANS LE DOMAINE DE L'AGRICULTURE

Numéro	Libellé	Niveau
11020	Synthèse sur les missions terminées ou en cours réalisées en 2010 dans le cadre du CIOM	Outre-mer
11027	Expertise sur les problèmes de raccordement de la CTC à Osiris	National
11035	Audits 2011 - Audit particulier sur les fonctionnalités de l'application ISIS	National
11044	Avenir de la filière avicole	National
11058	Actualisation de la redevance de pâturage en Pays Quint	National
11079	Avenir des producteurs de lait collecté par la société Leche Pascual	National
11104	Bilan de l'organisation économique de la production agricole et de l'efficacité des différents modes de commercialisation	National
11106	Évaluation in itinere du Plan de performance énergétique (PPE) des exploitations agricoles 2009-2013	National
11115	Avenir de la filière équine	National
11132	Missions relatives aux usages non alimentaires de la biomasse agricole et forestière : hiérarchisation des usages et conflits d'usage des bio-ressources, productions dédiées, instruments publics et stratégies préventives/palliatives	National
11134	Missions relatives aux usages non alimentaires de la biomasse agricole et forestière : extension des critères de durabilité aux bio-combustibles	National
11135	Missions relatives aux usages non alimentaires de la biomasse agricole et forestière : adaptation des règles CRE, fonds chaleur et tarifs	National
11137	Projet d'aménagement d'un marché au cadran à Mauriac (Cantal)	National
11138	Analyse de la pertinence économique du projet du groupe VIVADOUR d'implanter dans le département du Gers quatre sites d'élevage de poulets standard	National
11148	Mission complémentaire de suivi du rapport n° 11045 « Leviers d'action pour la modernisation et la restructuration du secteur des abattoirs »	National
11158	Bilan de la reconnaissance et du suivi des organismes de défense et de gestion (ODG) par l'INAO et propositions pour une mise en cohérence de la collecte des informations relatives à l'assiette des droits et de l'information économique	National
11160	Conséquences pour le secteur agricole des intempéries qui ont notamment touché le Var début novembre 2011	National
11170	Transmission des terres agricoles par un exploitant et incidences de l'affectation des biens dans un patrimoine entrepreneurial	National
11171	Évaluation du programme contribution au développement d'une agriculture durable conduit par l'UNCPIE sur la période 2009-2011	National
11173	Expertise sur la faisabilité d'un projet d'organisation interprofessionnelle pour la filière de la luzerne déshydratée	National

DANS LE DOMAINE DE LA PÊCHE

Numéro	Libellé	Niveau
11105	Mise en place d'un système national de traçabilité des produits de la mer au titre du régime communautaire de contrôle des pêches	National
11175	Nouveau cadre réglementaire pour la PCP : mise en place de concessions de pêche transférables	National

DANS LE DOMAINE DE LA FORÊT

Numéro	Libellé	Niveau
11129	Mission sur les plans de protection des forêts contre les incendies élaborés en application du code forestier	National
11150	Mission complémentaire de suivi du rapport n°10151 « Filières et entreprises de la trituration du bois en France »	National

DANS LE DOMAINE DU DÉVELOPPEMENT DURABLE DES TERRITOIRES

Numéro	Libellé	Niveau
11108	Cadre juridique de la concession d'État accordée au syndicat intercommunal du canal des alpines septentrionales (SICAS)	National
11118	Structuration des relations entre l'État et les Collectivités territoriales dans le cadre de la mise en œuvre du Programme de développement rural hexagonal (PDRH)	National
11131	Prospective « filières et territoires, compétitivité et durabilité : nouveaux défis à l'horizon 2050 »	National
11168	Action de l'association Terre de Loire et sa viabilité	National

DANS LE DOMAINE DE LA FORMATION ET DE LA RECHERCHE

Numéro	Libellé	Niveau
11062	La fonction communication dans les centres régionaux de l'INRA	Outre-mer
11063	Charges d'infrastructure de l'INRA	National
11064	Indicateurs sur l'appui à la recherche de l'INRA	National
11084	Évaluation préalable au passage aux responsabilités et compétences élargies de Montpellier SupAgro et Agrocampus Ouest	National
11085	Évolution des missions complémentaires de l'INRA	National
11088	Méthodologie et rédaction du cahier des charges d'une évaluation globale du dispositif Réseaux mixtes technologiques (RMT) comme outil de politique publique.	National
11103	Évaluation transversale de la mise en œuvre par les instituts techniques des actions 3 et 8 du contrat d'objectif ACTA 2009-2013 relatif aux programmes de développement agricole et rural des instituts techniques financés par le CASDAR	National
11119	Compétences partagées entre l'État et les Collectivités territoriales dans le domaine de l'enseignement agricole (missions et financement)	National
11122	Évaluation du 5 ^{ème} schéma de l'enseignement agricole, en lien avec l'inspection de l'enseignement agricole et l'observatoire national de l'enseignement agricole	National
11146	Méthodologie d'identification des pôles de compétences fédérant par filières des EPLEFPA de niveau trans-régional	National
11151	Mission complémentaire de suivi du rapport n° 10016 « Bilan du fonctionnement des pôles de compétitivité agricoles et agroalimentaires »	National

DANS LE DOMAINE DE L' ALIMENTATION, DE LA QUALITÉ ET DE LA SÉCURITÉ

Numéro	Libellé	Niveau
11022	Refonte des systèmes d'information à portée sanitaire	National
11050	Inspection du dispositif de contrôle interne de l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (ANSES)	National

DANS LE DOMAINE DE LA SANTÉ ET DE LA PROTECTION DES ANIMAUX ET DES VÉGÉTAUX

Numéro	Libellé	Niveau
11071	Stratégies de lutte contre la tuberculose bovine en place dans plusieurs États membres	Européen
11075	Évaluation des actions mises en œuvre dans le cadre du plan national chlordécone aux Antilles	Outre-mer
11149	Mission complémentaire de suivi du rapport n° 11041 « Le suivi post-autorisation de mise sur le marché du médicament vétérinaire »	National

DANS LE DOMAINE DE LA PÊCHE

Numéro	Libellé	Niveau
11176	Analyse, complémentaire à la mission sur le bassin Adour-Garonne, sur les autres bassins concernés, des questions afférentes aux retenues d'eau	National

DANS LE DOMAINE DE LA BIODIVERSITÉ, DES RESSOURCES ET DU MILIEU NATUREL

Numéro	Libellé	Niveau
11113	Analyse des mesures à mettre en œuvre afin de diminuer le volume des dégâts de gibier et du dispositif de leur régime d'indemnisation	National
11128	État des lieux des connaissances scientifiques disponibles sur les algues vertes, analyse critique des théories sur le lien de causalité entre les nitrates d'origine agricole et les marées vertes et recommandations pour faciliter les échanges	National
11169	Plan algues vertes	National

DANS LE DOMAINE DE L'ÉCONOMIE ET DE LA TRANSFORMATION DES PRODUITS AGRICOLES

Numéro	Libellé	Niveau
11056	Avenir de la filière porcine	National
11109	Financement des Industries agroalimentaires (IAA)	National
11110	Mission d'expertise de l'état des lieux de la filière caprine	National
11162	Réflexion stratégique sur le secteur des industries agroalimentaires	National

DANS LE DOMAINE DE LA GESTION PUBLIQUE ET DE LA RÉFORME DE L'ÉTAT

Numéro	Libellé	Niveau
11037	Audit de l'IFREMER	National
11087	Audit de trajectoire du projet de raccordement du ministère de l'agriculture, de l'alimentation, de la pêche, de la ruralité et de l'aménagement du territoire à l'opérateur national de paye	National
11091	Audit des réseaux de laboratoires chargés de la réalisation des contrôles officiels	National
11097	Audit de l'Institut français du cheval et de l'équitation (IFCE) et de ses liens avec France Haras	National
11100	Évaluation des procédures de traitement des dossiers liés au Fonds européen de la pêche	National
11101	Audit de l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (ANSES)	National
11114	Mutualisation des missions et fonctions de la Chambre régionale d'agriculture de Bretagne et des quatre chambres départementales d'agriculture.	National
11120	Actualisation des travaux sur les interventions des Collectivités territoriales dans les champs de compétence du MAAPRAT	National
11140	Réalisation du rapport d'activité 2011 du CGAAER et mise ne forme du programme de travail pour 2012	National
11147	Proposition de mesures concrètes et d'un guide des bonnes pratiques pour la mutualisation des fonctions supports gestion des ressources humaines et achats des EPLEFPA.	National
11152	Mission complémentaire de suivi du rapport n° 11047 « Mutualisation des fonctions supports dans les EPLEFPA »	National
11153	Mission complémentaire de suivi du rapport n° 10166 : l'Intégration des ADASEA dans les chambres d'agriculture en application de l'article 71 de la Loi de modernisation de l'agriculture et de la pêche du 27 juillet 2010	National
11172	Accompagnement de la Chambre d'agriculture de la Guadeloupe dans l'élaboration de son premier contrat d'objectif	Outre-mer

Les missions de jurys

A l'instar de l'Inspection générale de l'éducation nationale (IGEN) et de l'Inspection générale de l'administration de l'éducation nationale (IGAENR), des membres du CGAAER assurent la présidence de divers concours et jurys pour asseoir l'autorité académique du MAAPRAT, notamment pour les diplômés de l'enseignement supérieur privé et pour les jurys nationaux du BTS.

En 2011 le Conseil général a assuré :

- 23 présidences d'entrée ou de sortie d'écoles d'ingénieurs et de jury de BTS,
- 37 présidences de jury de recrutement pour l'encadrement et les corps d'enseignants de l'enseignement technique,
- 33 présidences ou participations à des jurys de recrutement dans la fonction publique d'État.

Ce qui correspond à 41 présidences ou participations comme membres de jury, pour 93 interventions ayant donné lieu au total à 113 participations.

Les missions de représentation

Dans un autre registre, les membres du Conseil général assurent également des fonctions de représentations extérieures à plusieurs titres : représentants de l'État, du ministre, ou intuitu personæ comme expert.

Ces fonctions sont assurées dans diverses structures tels les académies, les agences, les établissements d'enseignement supérieur ou de recherche, les directions centrales de ministères, les pôles de compétitivité, les établissements publics à caractère agricole, les organismes agricoles, les organisations internationales.





GLOSSAIRE DES SIGLES

ACTA : Association de coordination technique agricole

ADECIA : Agence pour le développement de la coopération internationale dans les domaines de l'agriculture, de l'alimentation et des espaces ruraux)

AE : Autorisation d'engagement

AFD : Agence française de développement

AFEID : Agence française pour l'eau, l'irrigation et le drainage

AFSSA : (voir ANSES)

AMM : Autorisation de mise sur le marché

ANSES : Agence nationale de sécurité sanitaire (AFSSA + AFSSET)

APCA : Assemblée permanente des chambres d'agriculture

ARTB : Association de recherche technique betteravière

ASP : Agence de service et de paiement (AUP + CNASEA)

BNEVP : Brigade nationale d'enquêtes vétérinaires et phytosanitaires

CASDAR : Compte d'affectation spéciale «développement agricole et rural»

CEP : Centre d'éducation permanente

CEMAGREF : (voir AFEID)

CGAAER : Conseil général de l'alimentation, de l'agriculture, de la pêche et des espaces ruraux

CGEDD : Conseil général de l'environnement et du développement durable

CGEIT : Conseil général de l'industrie, de l'énergie et des technologies

CEGEFi : Conseil général économique et financier

CIAP : Comité interministériel d'audit des programmes

CICC : Commission interministérielle de coordination des contrôles

CIOM : Comité interministériel de l'Outre-mer

CMAI : Conseil ministériel d'audit interne

CPCM : Centre de prestation comptable mutualisée

CR : Conseil régional

DATAR : Délégation interministérielle à l'aménagement du territoire et à l'attractivité régionale

DCE : Directive cadre sur l'eau

DDI : Direction départementale interministérielle

DDT : Direction départementale des territoires

DGAL : Direction générale de l'alimentation

DGCCRF : Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes

DGER : Direction générale de l'enseignement et de la recherche

DGFIP : Direction générale des finances publiques

DGPAAT : Direction générale des politiques agricole, agroalimentaire et du territoire

DGTPE : Direction générale du trésor et de la politique économique

DOM : Département d'Outre mer

DPMA : Direction des pêches maritimes et de l'aquaculture

DPU : Droit à paiement unique

DRAAF : Direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt

DREAL : Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement

DTADD : Direction territoriale d'aménagement et de développement durable

ENGREF : École nationale du génie rural, des eaux et des forêts

EPL : Etablissement public local

EPLE : Etablissement public local d'enseignement

EPLA : Etablissement public local d'enseignement agricole

EPLFPA : Etablissement public local d'enseignement et de formation professionnelle agricole

ESA : École supérieure d'agriculture

ESB : Encéphalopathie spongiforme bovine

FAO : Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture

FEADER : Fonds européen agricole pour le développement rural

FEAGA : Fonds européen agricole pour le développement rural

FED : Fonds européen de développement

FEOGA-O : Fonds européen d'orientation et de garantie agricole – Section orientation

FEDER : Fonds européen de développement régional

FEP : Fonds européen pour la pêche

FSE : Fonds social européen

IAA : Industrie agroalimentaire

INAO : Institut national de l'origine et de la qualité

IFACI : Institut français de l'audit et du contrôle interne

IFOP : Instrument financier d'orientation de la pêche

IFREMER : Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer

IGA : Inspection générale de l'administration

IGAS : Inspection générale des affaires sociales

IGF : Inspection générale des finances

INRA : Institut national de recherche agronomique

IPARD : Instrument de pré-adhésion pour le développement durable

ITB : Institut technique de la betterave

ITGCE : Ingénieur des travaux géographiques et cartographiques de l'Etat

ITPE : Ingénieur des travaux publics de l'État

MAAPRAT : Ministère de l'agriculture, de l'alimentation, de la pêche, de la ruralité et de l'aménagement du territoire

MEDDTL : Ministère de l'écologie, du développement durable, des transports et du logement

MEEDDM : Ministère de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer

MIGA : Mission permanente d'inspection générale et d'audit

MMAI : Mission ministérielle d'audit interne

MRJC : Mouvement rural de jeunesse chrétienne

OCM : Organisation commune de marché

ODEADOM : Office de développement de l'économie agricole de l'Outre mer

OIE : Organisation mondiale de la santé animale

OMM : Observatoire des missions et des métiers

ONG : Organisation non gouvernementale

ONF : Office national des forêts

ONVAR : Organismes nationaux à vocation agricole

PAC : Politique agricole commune

PCP : Politique commune des pêches

PDRH : Programme de développement rural hexagonal

PNA : Programme national de l'alimentation

RGPP : Révision générale des politiques publiques

RMT : Réseau mixte technologique

RTM : Restauration des terrains en montagne (Service de)

UAS : Unité d'audit sanitaire

UE : Union européenne

CGAAER - 251, rue de Vaugirard - 75732 Paris cedex 15

Tél. : 33(0)1 49 55 56 68 / Fax : 33(0)1 49 55 80 70 / Mel : cgaer@agriculture.gouv.fr
ISSN : 2103 - 4079

Crédit photos : photothèque/min.agri.fr – Thinkstock.fr

www.agriculture.gouv.fr www.alimentation.gouv.fr www.territoires.gouv.fr



CGAAER
CONSEIL GÉNÉRAL
DE L'ALIMENTATION
DE L'AGRICULTURE
ET DES ESPACES RURAUX
